



Lutte contre le trafic de drogue

Importantes saisies de cannabis, de cocaïne et d'héroïne

Les quantités de drogue saisies par les services spécialisés sont énormes. Il ne s'agit plus de kilos, mais de tonnes de résine de cannabis. D'importantes quantités d'héroïne et de cocaïne ont été également interceptées. Pour l'année précédente, les unités de police spécialisées dans la lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes ont saisi plus de 25 tonnes de kif traité, 11,956 kg de cocaïne et près de 1,5 kg d'héroïne.

Page 2

Ports d'Alger

Des mises en demeure adressées aux propriétaires de bateaux à l'abandon

Page 8



Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a exhorté samedi l'entreprise Cosider d'accélérer les travaux de réalisation de la station de métro du nouvel aéroport international Houari Boumediene (Alger) afin de ne pas entraver l'avancement des travaux de la nouvelle aéro-gare.

Lors de sa visite du chantier de l'aéro-gare et des deux relais de transport y afférents, M. Zaâlane a enjoint les représentants de l'entreprise Cosider, chargée de

Ouyahia présente le plan d'action du gouvernement devant les députés

Les subventions publiques seront rationalisées

C'est un Premier ministre convaincu des nouvelles orientations sur les plans économique, social et politique qui s'est présenté hier, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), pour expliciter les grandes lignes du plan d'action du gouvernement.

Page 3



Le ministre de l'Habitat met fin à la

Pas de transfert des projets AADL vers la formule LPA

Page 4



Station métro de la nouvelle aéro-gare d'Alger Zaâlane exhorte Cosider d'accélérer les travaux

réaliser les travaux d'extension du métro d'Alger, d'accorder la priorité à la réalisation de la station et les trois interfaces de métro de la nouvelle aéro-gare et d'engager plus de moyen humains et matériels en vue de livrer le projet dans les délais sans entraver les travaux du chantier limitrophe.

Il s'agit du chantier du futur parking et voie de circulation de l'infrastructure aérienne ayant atteint actuellement 32% d'avancement.

«Plusieurs intervenants entrent dans la réalisation du projet du nouvel aéroport international Houari Boumediene d'Alger, puisqu'il sera relié non seulement à la voie ferrée qui permettra le transport des voyageurs par train, mais aussi au métro d'Alger», a indiqué le ministre à la presse.

A cet effet, M. Zaâlane a tenu, en marge de cette visite, une réunion de travail au sein même du chantier de l'aéro-gare avec

les différents représentants des entreprises de réalisation de ces trois projets concomitants. Prévue pour relier la nouvelle aéro-gare aux différents moyens de transports, la réception de l'extension du métro d'Alger de la station d'El Harrach-Centre vers l'aéroport international d'Alger était initialement prévue, au plus tard, pour la fin de 2019 ou le début 2020.

Mais selon le ministre, la livraison de cette extension, s'étalant sur 9,5 km et comprenant neuf stations, aura lieu finalement en 2021 en raison de difficultés rencontrées sur le terrain.

Pour ce qui est de l'infrastructure aéroportuaire, M. Zaâlane a affiché sa satisfaction quant à l'état d'avancement des travaux estimé à un total de 75%, augurant la livraison du projet dans les délais prévus, à savoir vers la fin 2018.

Page 5

Forum des créateurs africains

Les participants plaident pour le renforcement de la protection des droits d'auteur

Les participants au Forum des créateurs africains ont appelé, vendredi à Alger, à mettre en place des mécanismes juridiques en vue de renforcer la protection des créateurs africains et la lutte contre le piratage et les atteintes aux droits de la propriété artistique.

Page 15



Lutte contre le trafic de drogue

Importantes saisies de cannabis, de cocaïne et d'héroïne

Les quantités de drogue saisies par les services spécialisés sont énormes. Il ne s'agit plus de kilos, mais de tonnes de résine de cannabis. D'importantes quantités d'héroïne et de cocaïne ont été également interceptées. Pour l'année précédente, les unités de police spécialisées dans la lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes ont saisi plus de 25 tonnes de kif traité, 11,956 kg de cocaïne et près de 1,5 kg d'héroïne.



Par Karima Nacer

Face aux contrebandiers qui ne chôment pas, les forces de sécurité redoublent de vigilance et réalisent des saisies record. Tout au long l'année, les services de sécurité n'ont eu de cesse de faire barrage au trafic de drogue. En effet, des saisies énormes sont effectuées quotidiennement par les services spécialisés dans la lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes. Les chiffres révélés par les services de sécurité donne froid dans le dos. «Les efforts des unités de police spécialisées dans la lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes ont permis la saisie en 2016 de plus de 25,606

tonnes de kif traité, 11,956 kg de cocaïne, 1,413 kg d'héroïne et 352 927 comprimés de psychotropes», indique un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn).

Ces opérations de saisie ont permis le traitement de 26 288 affaires liées à la détention et au trafic de drogue et de psychotropes.

L'on signale, par ailleurs, que corrélativement à ces saisies record, 31 606 individus impliqués, dont 162 étrangers de différentes nationalités, ont été arrêtés par les mêmes services.

Les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes. Parmi les personnes arrêtées, 13 498 individus ont été mis en déten-

tion provisoire, 3 881 ont été placés sous contrôle judiciaire et 14 227 ont fait l'objet d'une comparution immédiate.

Ce coup de filet a été rendu possible grâce au travail d'anticipation des services de lutte contre le trafic de drogue qui ont été réactivés, notamment en matière de formation de qualité et des opérations d'investigation menées au niveau des régions frontalières, a expliqué le communiqué, ajoutant que ces derniers ont été restructurés dans le cadre de la concrétisation du plan opérationnel tracé par la Dgsn qui a permis la création d'un service régional de lutte contre le trafic de drogue pour la région Est, à Annaba, en soutien aux activités du service régional de Tlemcen, dans

l'attente de la mise en place des services régionaux de Béchar et Ouargla, a affirmé la même source.

Concernant la récupération des pièces archéologiques, les forces de police de la Sûreté de la wilaya de Batna ont procédé, à la fin de la semaine dernière, à l'arrestation de deux individus (la quarantaine) et la récupération de 35 pièces archéologiques destinées à la contrebande.

Par ailleurs, les forces de police de la wilaya de Sidi Bel Abbès ont réussi à retrouver l'adolescent de 15 ans (scolarisé dans le cycle moyen) qui avait fui le domicile parental situé à Sidi Bel Abbès, a ajouté le communiqué, précisant que le garçon «est en bonne santé». **K. N.**

En présence de Gaïd Salah à Djelfa

Opération de destruction du stock de mines antipersonnel

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), supervisera aujourd'hui à Djelfa, le déroulement de l'opération de destruction du stock restant des mines antipersonnel, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, supervisera, aujourd'hui au nom de Son Excellence M. le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, au niveau du Polygone central de l'air/Hassi Bahbah (1^{er} RM), le déroulement de l'opération de destruction du stock restant des mines antipersonnel détenu par l'Armée nationale populaire», précise la même source. Cette opération intervient «en conformité avec les obligations internationales de l'Algérie, découlant de la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction», conclut le communiqué du MDN.

Tlemcen

Saisie d'une importante quantité de munitions détenue illégalement

Treize fusils de chasse et une importante quantité de munitions, détenus illégalement, ont été saisis vendredi à Tlemcen par les services de la Gendarmerie nationale, a-t-on appris samedi de ce corps de sécurité.

Agissant sur renseignements et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes du groupement territorial de Tlemcen ont arrêté deux frères âgés de 34 et 42 ans et saisi dans leur ferme située dans la commune de Mansourah, 13 fusils de chasse de confection artisanale, 1 383 cartouches de calibre 16, ainsi que 101 autres de calibre 12, 94 capsules et 31 kg de pulvérin, détenus illégalement, a-t-on indiqué.

Une enquête est ouverte pour élucider les tenants et les aboutissants de cette affaire, conclut le texte.

APS

Pour permettre une «transparence totale» des élections locales

L'administration annonce son absence des opérations de vote

Par Rachid Chihab

Les élections locales prévues le 23 novembre prochain seront libres et transparentes. L'administration publique ne va pas se mêler dans le déroulement du scrutin. Son rôle se limitera à réunir toutes les conditions nécessaires pour la réussite de ce rendez-vous électoral aussi important pour les populations. Ce sont les assurances données, hier, par l'inspecteur général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités

locales, M. Abderrahmane Seguin qui a été l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne. «L'administration va se retirer le jour du scrutin pour laisser le personnel d'encadrement et les partenaires politiques faire leur travail dans de bonnes conditions». Cette opération, d'après lui, s'inscrit dans le cadre de «la volonté d'organiser des élections transparentes». L'opération de vote sera supervisée de près par les représentants des candidats, qu'ils soient indépendants ou affiliés aux partis politiques

ainsi que par des membres de la Haute instance indépendance de surveillance des élections qui dispose de toutes les prérogatives pour contrôler les opérations électorales. Des prérogatives prévues par la Constitution et la loi organique relative à cette instance.

Evoquant le fichier électoral, l'invité de la radio indique que la révision de ce dernier s'est clôturée le 13 septembre, et a permis d'inscrire 340 000 nouveaux électeurs (chiffre provisoire) et de radier 213 000 autres.

A propos de son estimation sur le taux de participation à ces élections, l'orateur se déclare «certain» que les élections locales vont attirer un grand nombre de citoyens «qui vont vouloir affirmer leur volonté» en choisissant les élus chargés de les représenter au niveau de la commune et de la wilaya. A propos d'une éventuelle réticence de citoyens à participer au suffrage, M. Seguin est catégorique : «Non, affirme-t-il, on ne craint pas un grand taux d'abstention», expliquant qu'il s'agit d'une élection de proximité, car tout

ce qui touche les citoyens dans leurs quartiers les intéressent en premier chef.

L'intervenant annonce, d'autre part, que le ministère travaille actuellement à l'élaboration d'une «Charte participative» faisant obligation aux élus d'impliquer les administrés dans la gestion «communautaire» de leur municipalité. Notons sur le sujet que seul Jil Jadid a choisi de bouder cette élection. Les autres partis vont tous prendre part à ce rendez-vous électoral important. **R. C.**

Ouyahia présente le plan d'action du gouvernement devant les députés

Les subventions publiques seront rationalisées

C'est un Premier ministre convaincu des nouvelles orientations sur les plans économique, social et politique qui s'est présenté hier, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), pour expliciter les grandes lignes du plan d'action du gouvernement.



maximale de cinq années, et sera «accompagné de réformes économiques et financières» pour rétablir l'équilibre des finances publiques ainsi que l'équilibre de la balance des paiements, a-t-il insisté. Donc, l'Algérie va recourir «temporairement» à ce type de financement pour faire face à une crise financière qui dure depuis plus de trois ans induite par une grave chute des prix des hydrocarbures, a-t-il encore souligné.

La révision des subventions publiques se précise

Le Premier ministre a confirmé que les subventions seraient rationalisées, mais tout en évitant les injustices. «Les subventions publiques directes ou indirectes feront l'objet d'une rationalisation précédée d'une bonne préparation, pour éviter les injustices et les incompréhensions», a déclaré le Premier ministre lors de sa présentation du Plan d'action du gouvernement devant l'Assemblée populaire nationale (APN). A ce propos, il a tenu à préciser qu'en attendant la finalisation de ce dossier au niveau des administrations publiques, puis les consultations dont il fera l'objet, «l'ensemble des subventions en place sur les produits de base demeureront en vigueur». Pour rappel, les transferts sociaux sont de l'ordre de plus de 1 630 milliards de dinars et sont essentiellement orientés vers le soutien aux familles à travers la subvention des produits de base, l'éducation et l'accès à l'eau et l'énergie, la santé, le logement, les retraites et l'accompagnement des faibles revenus, des démunis et des handicapés. Et pour cause, les avoirs du Fonds de régulation des recettes, qui ont culminé à plus de 5 000 milliards de DA en 2012, ont été épuisés au début de cette année par le fait de déficits budgétaires successifs. M. Ouyahia a observé que le marché financier local n'était pas de taille à permettre au Trésor de s'y endetter, d'autant que les banques de la place se retrouvent elles-mêmes confrontées à une raréfaction des liquidités, ce qui ralentit le financement des projets d'investissement, même lorsqu'ils sont rentables. Néanmoins, il a assuré que le gouvernement «entend faire face aux besoins immédiats de la population, mais aussi engager la préparation des réponses aux besoins du futur proche». Dans cette optique, Ahmed Ouyahia a réitéré les engagements du gouvernement à poursuivre ses efforts dans le cadre de la construction des logements, des écoles et des structures de santé. Il a également rassuré sur la préservation du dispositif de retraite de même que les transferts sociaux destinés aux couches vulnérables de la société dans le cadre de la politique de solidarité nationale.

M.A.C.

Par M. Ait Chabane

Se voulant à la fois rassurant et convaincant, Ahmed Ouyahia s'est engagé à préserver les acquis sociaux des Algériens en matière de santé, de logement, d'éducation et de solidarité nationale, et sauvegarder le pouvoir d'achat des citoyens. Autant de réalisations et d'acquis qui ne sauraient être entamés par les nouvelles mesures dictées par la conjoncture économique difficile que vit l'Algérie, a-t-il affirmé, tout en annonçant la rationalisation prochaine des subventions publiques. C'est dire la gravité d'une conjoncture économique qui requiert, selon le Premier ministre, davantage de soutien et d'unité autour du programme du Président de la République qui sera «la meilleure réponse aux partisans de l'instabilité chronique et à ceux qui guettent l'avènement du chaos», a-t-il soutenu. Saluant à ce titre «l'ampleur» de l'œuvre du Président Abdelaziz Bouteflika, près de deux décennies durant, Ahmed Ouyahia a réitéré que le gouvernement «aspire à être à la hauteur du processus de renaissance nationale», pour préserver l'indépendance financière de l'Algérie et poursuivre les efforts de l'édification natio-

nale. Pour ce faire, il n'a pas manqué de solliciter, implicitement, les sacrifices des uns et des autres pour faire face à cette situation délicate. «Le défi de la sauvegarde de l'indépendance financière du pays concerne en fait toute la société, car c'est ensemble que nous devons évoluer d'une société de consommation vers une véritable société productive, une société qui réhabilitera le travail et l'effort, une société assainie des pratiques parasitaires du gain facile même en dehors du cadre de la loi et même au détriment de l'intérêt de la collectivité nationale», a-t-il clairement signifié.

Financement non conventionnel : les arguments de Ouyahia

Le Premier ministre a rassuré, lors de son intervention devant les députés, que le financement non conventionnel auquel recourra le Trésor public ne sera pas source d'inflation, étant exclusivement destiné au financement de l'investissement public. «Certaines voix ont accueilli l'annonce du recours au financement non conventionnel interne en prédisant au pays une explosion

de l'inflation. Le gouvernement tient donc à rassurer la population avec deux arguments», a-t-il expliqué, assurant, en revanche, que cela aura un «impact positif direct» sur les citoyens en matière de développement humain. Plus explicite, Ahmed Ouyahia a avancé trois grandes raisons pour étayer son argumentaire. «En premier lieu, les fonds qui seront empruntés par le Trésor auprès de la Banque d'Algérie ne sont pas destinés à alimenter la consommation, mais bien à financer l'investissement public. Ce qui ne sera donc pas source d'inflation», a-t-il expliqué. «En second lieu, le Trésor fait face actuellement à une dette publique qui ne dépasse pas les 20% du Produit intérieur brut. Il dispose ainsi d'une marge raisonnable d'endettement», a relevé M. Ouyahia en observant qu'à titre de comparaison, le pays européen disposant des finances publiques les plus solides a aussi une dette publique proche de 70% du Produit intérieur brut. En tout état de cause, a-t-il renchéri, «l'Algérie vient de s'assurer ainsi la sauvegarde de son indépendance financière et la poursuite de son effort de construction nationale». De plus, ce financement exceptionnel sera limité à une durée

Attentats terroristes

Pour une culture de vigilance

La préservation de la sécurité, de la stabilité et de l'unité du pays, y compris avec le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit et avec la modernisation de la gouvernance, constitue l'un des axes majeurs du Plan d'action du gouvernement, a affirmé Ouyahia.

«Chacun de nous conviendra qu'il n'y a ni développement ni bien-être lorsque la sécurité est absente, lorsque la stabilité d'un pays est remise en cause ou lorsque l'unité d'une nation est atteinte», a-t-il indiqué, ajoutant que «notre histoire récente nous a douloureusement appris cela et l'actualité à travers le monde nous en donne aussi de nombreuses

preuves». «Voilà pourquoi le gouvernement ne ménagera aucun effort pour préserver la sécurité et la paix civile qui sont des fruits précieux de la Réconciliation nationale», a-t-il soutenu.

Dans ce contexte, le Premier ministre, a assuré que les forces de sécurité, à leur tête l'Armée nationale populaire (ANP), «bénéficieront de tout l'appui nécessaire pour poursuivre la lutte contre le terrorisme pour combattre la criminalité transfrontalière et pour préserver l'intégrité du territoire national». «Dans le même temps, le gouvernement travaillera au développement d'une culture de vigilance qui sera d'un apport certain contre toute tentative d'atten-

tat terroriste suicidaire, notamment en milieu urbain», a-t-il poursuivi. Dans le même ordre d'idées, M. Ouyahia a souligné que la préservation de la sécurité et de la stabilité «se poursuivra également par le canal d'une lutte sévère contre toutes les formes de criminalité», ajoutant que la prévention et la sensibilisation «seront mises en avant en direction des jeunes exposés aux maux sociaux, notamment la drogue».

Parallèlement, le Premier ministre a fait savoir que la société algérienne «sera à l'abri de toute tentative de raviver la fitna» et que le peuple algérien «sera protégé de l'infiltration des sectes

étrangères». «La loi sera appliquée avec fermeté pour protéger les mosquées ainsi que les imams», a-t-il affirmé, précisant que l'éducation islamique, les médias nationaux ainsi que les zaouias «seront également mis à contribution pour préserver notre authenticité».

Par ailleurs, M. Ouyahia a assuré que l'unité du peuple algérien autour de son identité «sera consolidée grâce à la mise en valeur de l'arabe, langue nationale et officielle, dans nos actes, dans notre environnement, ainsi que dans notre culture», indiquant que l'officialisation de tamazight «sera confortée aussi par la mise en place de l'Académie

algérienne de la langue amazighe, pour la promotion de cette langue».

«L'enseignement de tamazight qui couvrira 28 wilayas cette année, continuera de se propager à travers le reste du pays», a-t-il dit.

«Mon propos sur ce sujet serait incomplet, si je ne rappelais ici, que c'est la volonté politique du Président Abdelaziz Bouteflika, traduite dans la constitutionnalisation de tamazight langue nationale et officielle, qui permet désormais à notre pays de renforcer son unité avec cette dimension de notre identité nationale», a-t-il enchaîné.

R. N.

Le ministre de l'Habitat met fin à la rumeur

Pas de transfert des projets AADL vers la formule LPA

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abelwahid Temmar, a annoncé, samedi à Alger, que la procédure accordant la priorité aux entreprises algériennes lors de l'attribution des marchés publics serait réactivée au niveau de son secteur.



Lors d'une réunion avec les représentants des organisations d'entrepreneurs, M. Temmar a indiqué que des «instructions seront données aux maîtres de l'ouvrage dans le secteur de l'habitat pour l'application de la procédure du Code des marchés publics qui accorde la priorité aux entreprises algériennes».

«Les statistiques du secteur montrent que la marge de 25% (accordée par le Code des marchés publics aux entreprises algériennes), n'est pas entièrement appliquée, d'où la nécessité d'y remédier», a-t-il ajouté.

Conformément à l'article 83 du Code des marchés publics en vigueur, «une marge de préférence de 25% est accordée aux produits d'origine algérienne ou aux entreprises de droit algérien dont le capital est détenu majoritairement par des nationaux résidents», pour tous les types de marchés, cependant, les organisations patronales déplorent la non-application de cet article dans différents secteurs.

Le ministre a affirmé que l'application de cette procédure est à même d'offrir une opportunité aux entreprises algériennes de réalisation dans le cadre de la loi, soulignant la nécessité de «suivre les entreprises bénéficiaires et d'évaluer leur performance».

«Donner la priorité aux entreprises nationales est une obligation en vertu de la loi, mais à chacun ses moyens», a-t-il dit, expliquant que «celui qui n'est en mesure de construire que 20 logement, ne doit pas aller au-delà».

M. Temmar a affirmé également, qu'un travail était en cours pour améliorer le cadre organisationnel relatif au paiement des redevances des entrepreneurs pour éviter les retards, ajoutant que des instructions ont été données dans ce contexte à la Caisse nationale du logement (CNL) en vue de la rationalisation des opérations de paiement et la distribution équitable des redevances.

Lors de cette rencontre, le président de l'Assemblée générale des entrepreneurs

algériens, Mouloud Khelloufi, a salué le «retour du climat de confiance entre l'administration et les entrepreneurs», affirmant que le recours aux étrangers ne doit pas se faire au détriment de l'outil algérien de production.

Pour sa part, la vice-présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), Saïda Naghza, a appelé à l'ouverture de canaux de communication entre les entrepreneurs en vue d'être à l'écoute de leurs préoccupations et de renforcer le dialogue avec eux.

Le président de la section bâtiment de la confédération algérienne du patronats (CAP), Noureddine Hamdane, a, de son côté, appelé à un meilleur contrôle des marchés publics, estimant que les PME dans le secteur du bâtiment «sont en voie de disparition» en raison de la préférence donnée à des entreprises étrangères de réalisation.

Le président de l'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep), Lakhdar

Rekhroukh, a souligné la «nécessité de changer notre vision du logement, qui ne doit pas être considéré comme un simple produit, mais en tant qu'outil de développement de l'économie nationale au sein d'une approche globale».

Le secteur souffre d'un manque de main-d'œuvre qualifiée, d'où l'importance de la formation et de la promotion des métiers du bâtiment, a-t-il estimé.

Le président de l'Union générale des entrepreneurs du bâtiment et de l'urbanisme, Nasreddine Drissi, a indiqué que le développement du tissu d'entreprises dans le secteur était tributaire d'une concurrence loyale, appelant à lutter contre toute forme de concurrence déloyale pour remporter des marchés.

Le ministre a annoncé l'organisation prochaine d'une rencontre avec les représentants des micro-entreprises créées dans le cadre des dispositifs publics de soutien, notamment l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac), en vue de les accompagner et de les impliquer dans les programmes sectoriels.

Concernant la formule du logement promotionnel aidé (LPA), que le ministère compte relancer, M. Temmar a affirmé qu'il s'agissait d'une formule supplémentaire qui vient renforcer la demande publique en logements, et non une alternative aux projets de logements de location-vente.

Il a démenti les allégations sur un éventuel transfert des projets Aadl vers la formule LPA, affirmant que tous les projets prévus inscrits dans ce cadre se poursuivront sous la même formule jusqu'à la dernière unité.

La relance de cette formule s'inscrit dans le cadre de la nouvelle feuille de route en cours d'élaboration, en concertation avec les différents acteurs du secteur.

En vue de préparer cette feuille de route, plusieurs ateliers de réflexion ont été lancés pour l'examen des volets liés à l'urbanisme, à l'architecture, à la réhabilitation des villes, au renforcement des capacités de réalisation des logements, à la promotion du partenariat public-privé, aux transactions électroniques et à la formation.

Une série de rencontres de concertation a été lancée avec les opérateurs du secteur dont la première avec les architectes, suivie d'une rencontre avec les entrepreneurs, une autre avec les producteurs des matériaux de construction et une dernière avec les promoteurs immobiliers.

R. N.

Nouveaux bacheliers

L'UGEL appelle au retour à l'ancien système d'orientation

Le secrétaire général de l'Union générale estudiantine libre (Ugel), Saleheddine Douadji, a appelé au retour à l'ancien système d'orientation pour les nouveaux bacheliers et à la révision des conditions d'accès au concours de doctorat.

Lors d'une conférence de presse animée au siège de l'Ugel, M. Douadji a appelé le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique au retour à l'ancien système d'orientation pour les nouveaux étudiants, à travers «une orientation décentralisée» et l'examen des dossiers d'orientation par les recteurs d'universités, «afin d'éviter les répercussions négatives du traitement électronique des dossiers».

Un grand nombre d'étudiants n'ont pas

été orientés selon leur premier choix, en dépit d'une bonne moyenne obtenue au baccalauréat, outre le mécontentement relevé chez certains étudiants en raison de la non-prise en compte de leur situation géographique. M. Douadji a appelé à la révision des conditions d'accès au concours de doctorat et à l'annulation du document d'«annexe descriptive» du diplôme de master, insistant sur la nécessité d'ouvrir un plus grand nombre de postes pour le troisième cycle, afin d'assurer un encadrement humain adéquat, surtout avec la hausse continue du nombre d'étudiants. Concernant les spécialités scientifiques assurées au niveau des établissements universitaires, l'Ugel a appelé à la program-

mation de spécialités scientifiques qui s'adaptent aux exigences du marché de l'emploi, en consécration du principe de tutelle visant à mettre la formation universitaire au service de l'économie nationale.

L'Ugel rejette «la privatisation de l'université», en raison de «l'influence que pourrait avoir les hommes d'affaires sur le niveau de l'enseignement», insistant sur la révision de la gestion des œuvres universitaires.

L'Ugel a appelé à l'ouverture d'«un dialogue constructif» avec la tutelle, soulignant la possibilité pour l'Ugel d'entreprendre des «démarches légales pratiques» pour traiter les questions posées.

Reda A.

Enseignement supérieur Le montant des bourses inchangé

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a affirmé, samedi dans un communiqué, que le montant des bourses, tous cycles confondus, n'avait connu aucun changement et que les rumeurs relayées sur les réseaux sociaux concernant une pseudo réduction du montant des bourses étaient infondées.

«Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique informe l'ensemble des étudiants inscrits dans les différents cycles de formation et d'enseignement supérieurs, qu'aucun changement n'est survenu sur le montant des bourses et que les informations relayées sur les réseaux sociaux concernant une supposée réduction du montant des bourses sont infondées», a indiqué le communiqué.

Le ministère «dément en bloc ces rumeurs colportées à la veille de la rentrée universitaire 2017», conclut le communiqué.

R. N.

Station métro de la nouvelle aérogare d'Alger

Zaâlane exhorte Cosider d'accélérer les travaux

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a exhorté samedi l'entreprise Cosider d'accélérer les travaux de réalisation de la station de métro du nouvel aéroport international Houari Boumediene (Alger) afin de ne pas entraver l'avancement des travaux de la nouvelle aérogare.



Lors de sa visite du chantier de l'aérogare et des deux relais de transport y afférents, M. Zaâlane a enjoint les représentants de l'entreprise Cosider, chargée de réaliser les travaux d'extension du métro d'Alger, d'accorder la priorité à la réalisation de la station et les trois interfaces de métro de la nouvelle aérogare et d'engager plus de moyens humains et matériels en vue de livrer le projet dans les délais sans entraver les travaux du chantier limitrophe.

Il s'agit du chantier du futur parking et voie de circulation de l'infrastructure aérienne ayant atteint actuellement 32% d'avancement.

«Plusieurs intervenants entrent dans la réalisation du projet du nouvel aéroport international Houari Boumediene d'Alger, puisqu'il sera relié non seulement à la voie ferrée qui permettra le transport des voyageurs par train, mais aussi au métro d'Alger», a indiqué le ministre à la presse.

A cet effet, M. Zaâlane a tenu, en marge de cette visite, une réunion de travail au sein même du chantier de l'aérogare avec les différents représentants des entreprises de réalisation de ces trois projets concomitants.

Prévue pour relier la nouvelle aérogare aux différents moyens de transports, la réception de l'extension du métro d'Alger de la station d'El Harrach-Centre vers l'aéroport international d'Alger était initialement prévue, au plus tard, pour la fin de 2019 ou le début 2020.

Mais selon le ministre, la livraison de cette extension, s'étalant sur 9,5 km et comprenant neuf stations, aura lieu finalement en 2021 en raison de difficultés rencontrées sur le terrain.

Pour ce qui est de l'infrastructure aéroportuaire, M. Zaâlane a affiché sa satisfaction quant à l'état d'avancement des travaux estimé à un total de 75%, augurant la livraison du projet dans les délais prévus, à savoir vers la fin 2018.

«Pour ce projet du nouvel aéroport international Houari Boumediene qui sera d'une capacité d'accueil de 10 millions de voyageurs par an, nous estimons et assurons que ce projet auquel le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, confère une grande importance, sera livré dans les délais, soit vers la fin de l'année prochaine», a indiqué M. Zaâlane à la presse.

Le projet de l'aérogare «évolue d'une manière et dans les délais tels que prévus initialement dans le contrat», a poursuivi le ministre en ajoutant que cette infrastructure permettra l'amélioration des services du transport aérien.

Il a aussi rappelé qu'avant la mise en service de cette structure, une période d'essai de trois mois sera nécessaire afin de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble de ses sections.

«Cette nouvelle aérogare constituera le troisième terminale de l'aéroport de Houari Boumediene», a ajouté le ministre, notant qu'après son ouverture, les lignes nationales et internationales de l'actuel aéroport d'Alger continueront de fonctionner normalement, alors qu'un plan de développement, selon lui, est prévu en vue d'en faire une structure à la hauteur des attentes des voyageurs.

Lors d'un autre point de sa visite, le ministre a enjoint les représentants des entreprises de réalisation de la station de train de l'aéroport Houari Boumediene de «mettre le paquet» puisqu'il n'y a pas de contraintes techniques sur le chantier qui pourront empêcher l'avancée des travaux.

Pour cette station ferroviaire, le délai de livraison est programmé pour juillet 2018, date qui coïncide avec l'ouverture de la nouvelle structure aéroportuaire.

«L'échéance de 2018 appelle des mesures concrètes de renforcement des travaux section par section», a déclaré le ministre aux représentants des entreprises de réalisation de la station ferroviaire les incitant à joindre l'engagement sur terrain aux engagements verbaux.

Ce projet de l'aérogare, dénommé Aérogare Ouest, est d'un coût prévisionnel de réalisation de 74 milliards de dinars. Il est scindé en trois lots : l'aérogare passagers, le parking véhicules et voies de circulation et le parking avions et voies de circulation.

Pour ce qui est de l'aérogare passagers, elle s'étalera sur 192 124 m² et sera composée d'un bâtiment central et d'une jetée principale. Comportant cinq niveaux, cette structure se compose de 120 banques d'enregistrement, neuf tapis roulants, 37 escaliers mécaniques 54 ascenseurs et 12 carrousels de récupération des bagages à raison de 1800 bagages/heure. Cette structure a atteint actuellement un état d'avancement de 83%.

Pour ce qui est du parking véhicules et voies de circulation dont le contrat de réalisation a été signé en décembre 2016, il comportera un système d'accès et un parking d'une capacité de 4 500 places de stationnement desservant le nouveau terminal passagers. Le taux d'avancement dans la réalisation de ce lot est de 32%. Concernant le parking avions et voies de circulation, les travaux portent sur la construction d'une plateforme de stationnement d'aéronefs d'une surface de 410 000 m², des voies aires de service de 40 000 m², des chaussées souples de 230 000 m² et des chaussées rigides de 140 000 m². L'avancement des travaux de cette partie de l'aérogare Ouest a atteint 51%.

Reda A.

Salon international de la pêche et de l'aquaculture
300 participants attendus

■ Plus de 300 participants sont attendus à la 7^{ème} édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (Sipa) prévu au Centre des conventions d'Oran du 9 au 12 novembre 2017, a indiqué le directeur général de la pêche et de l'aquaculture.

Le salon sera organisé cette année sous le slogan «Pour un développement durable et diversifié de l'économie de la pêche et de l'aquaculture» compte tenu de l'importance accordée aux volets économie et investissements, a souligné Hammouche Taha. L'événement verra la participation d'opérateurs et de professionnels, d'institutions et d'organismes activant dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, venant de diverses régions du pays que de l'étranger. La participation étrangère concernera une dizaine de pays européens et arabes dont la France, la Grèce, Chypre, la Tunisie et la Turquie.

Le Sipa offre aux professionnels du secteur et aux investisseurs l'opportunité de découvrir toutes les nouveautés et les possibilités offertes dans le domaine de la pêche, notamment de l'aquaculture, un créneau qui connaît un grand engouement ces dernières années, a noté le même responsable.

Un riche programme de conférences sera organisé en marge de cet événement, abordant diverses thématiques en rapport avec la pêche et l'aquaculture. Ces rencontres seront animées par des experts internationaux représentant des organisations mondiales, onusiennes notamment. Une formation dans le domaine de l'aquaculture sera, par ailleurs, dispensée aux investisseurs, a indiqué M. Hammouche, ajoutant que la pêche artisanale, dont le développement constitue une des priorités des pouvoirs publics, aura également sa place dans ce salon, avec des exposants spécialisés et des conférences thématiques.

Le même responsable a rappelé que la pêche artisanale représente 70% de la flotte nationale et contribue de manière significative à la croissance du secteur, d'une part, et à la création d'emplois, d'autre part.

Reda A.

Batna

Deuxième exposition des productions agricoles

■ La ville de Batna abritera la première semaine du mois d'octobre prochain la deuxième exposition de wilaya des productions agricoles, a indiqué samedi à l'APS le directeur des services agricoles (DSA) M. Kamaleddine Benseghir. Cette manifestation, prévue à la salle 'Ashar' au centre-ville, regroupera «plusieurs exposants et proposera aux visiteurs toutes les productions agricoles de la wilaya, notamment saisonnières», a précisé la même source.

Il a, à ce propos, ajouté que des opérateurs économiques du secteur agricole, des représentants des instituts techniques ainsi que des exportateurs seront conviés à «ce rendez-vous agricole, économique et commercial».

Les pommes, dont la capitale des Aurès a la réputation, seront à l'honneur au cours de cette manifestation et constitueront «un volet important» de ce rendez-vous, a-t-on noté, soulignant que la campagne de cueillette des pommes bat son plein dans la wilaya.

Selon les prévisions des services agricoles, près de 906 200 quintaux de pommes sont attendus à l'issue de cette campagne et cette production prévaut à Batna la première place à l'échelle nationale.

La wilaya de Batna a connu ces dernières années un développement remarquable dans la filière arboricole, notamment l'abricot et les grenades, a-t-on rappelé.

M. T.

Pour développer les filières stratégiques

Bouazghi appelle le Groupe agro-logistiques à davantage d'efforts

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a appelé samedi à Alger, les cadres du Groupe agro-logistiques (Agrolog), à fournir «plus d'efforts et d'engagements» pour développer les filières stratégiques du secteur, a indiqué ce ministre dans un communiqué.

«Le ministre a exhorté les cadres du Groupe agro-logistiques (Agrolog), de fournir plus d'efforts et plus d'engagements pour le développement des filières stratégiques afin de permettre au Groupe de jouer son rôle dans le développement de l'économie nationale», a précisé la même source.

M. Bouazghi a insisté, lors d'une réunion avec les cadres du Groupe et ses

filiales, sur la filière avicole, la filière viande rouge, la filière maraichère, l'activité production et conservation des viandes rouges et blanches, ainsi que l'activité de la valorisation et la conservation des produits agricoles à travers les plates-formes logistiques.

Lors de cette rencontre, présidée par le ministre, un plan d'action stratégique sur les activités du groupe qui seront développées, a été présenté par les cadres du Groupe, suivi d'un débat général.

A cet effet, M. Bouazghi, a suggéré aux cadres du groupe d'être «plus dynamiques et attractifs» dans la gestion du Groupe et surtout avoir une stratégie «visible» afin de lui permettre de jouer son rôle comme un instrument de régulation du marché.

Par ailleurs, le ministre a indiqué égale-

ment qu'il est «impératif» de structurer et d'organiser les professionnels de la filière avicole.

M. Bouazghi a, en outre, incité les cadres du Groupe à développer la production nationale du maïs et de soja, importés pour alimentation de bétail et de s'engager plus dans le développement de la filière avicole.

Il a souligné, par ailleurs, l'importance d'augmenter les capacités nationales de stockage afin d'absorber le surplus de la production agricole, mais aussi à asseoir un équilibre entre l'offre et la demande et à diversifier les canaux de distribution, de commercialisation et de stockage, qualifiant ce point d'«une question de souveraineté nationale».

R. E.

Paléστine

Le Hamas dissout son «comité administratif» dans la bande de Ghaza

Le mouvement palestinien Hamas a annoncé hier la dissolution de son «comité administratif» dans la bande de Ghaza et donne son accord pour entamer des «discussions sur la réconciliation et pour organiser des élections générales», selon un communiqué du mouvement.



Le Hamas avait créé en mars dernier ce «comité administratif», formé de sept hauts responsables du mouvement pour gérer les affaires de la bande de Ghaza. Cet organe était perçu par le Fatah comme la «principale entrave» à la réconciliation palestinienne.

Cette annonce du Hamas a été faite quelques jours après

une visite au Caire du secrétaire général du parti, Ismaïl Haniyeh, dont c'était le premier déplacement dans ce pays depuis son élection en mai.

À l'issue des entretiens de M. Haniyeh au Caire, le Hamas avait annoncé vouloir dissoudre son comité administratif et avait appelé à tenir de nouvelles discussions pour la formation d'un gouvernement d'union nationale

avec le Fatah.

«Le Hamas invite le gouvernement de consensus national à s'installer immédiatement à Ghaza pour y exercer sa mission dans la bande de Ghaza et accepte la tenue d'élections générales», précise le communiqué.

Le Hamas ajoute qu'il a pris cette décision pour mettre fin aux divisions entre Palestiniens.

Un accord de réconciliation avait été conclu par les deux parties en 2011, prévoyant la formation d'un gouvernement d'union nationale et la tenue d'élections dans les six mois. Mais des différends avaient ensuite éclaté. Un gouvernement de consensus national avait finalement été formé en juin 2014 sous la direction de Rami Hamdallah.

R. K.

Après une manifestation kurde

La Turquie convoque l'ambassadeur d'Allemagne

La Turquie a convoqué samedi l'ambassadeur d'Allemagne pour protester après une manifestation organisée selon elle à Cologne par des militants de la cause kurde proches du PKK, a indiqué le ministère turc des Affaires étrangères.

«Nous condamnons l'autorisation donnée à l'organisation d'un événement par les antennes en Allemagne du groupe terroriste PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), et leur propagande de la terreur aujourd'hui à Cologne», dans l'ouest de l'Allemagne, a déclaré le ministère dans un communiqué.

«Nous avons exprimé notre réaction avec vigueur à l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara», a-t-il ajouté.

Le ministère a critiqué les autorités allemandes pour avoir permis, selon lui, que des posters du leader emprisonné du PKK, Abdullah Ocalan, soient brandis et que des messages de M. Ocalan soient lus durant la manifestation.

Le ministère s'est dit «effrayé par l'approche de deux poids-deux mesures (de l'Allemagne) dans la lutte globale contre le terrorisme».

«Nous invitons l'Allemagne à faire montre d'une approche de principe contre toutes les formes de terrorisme», a-t-il ajouté.

Les relations entre Berlin et Ankara ne cessent de se dégrader, en particulier depuis le putsch avorté de juillet 2016 en Turquie et

les critiques allemandes sur les purges qui ont suivi.

Ankara a reproché à plusieurs reprises à Berlin d'héberger des «terroristes», membres du PKK ou putschistes présumés ayant participé au coup d'Etat manqué di 15 août 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan.

Le PKK a mené une insurrection séparatiste depuis 1984 dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie, un conflit qui a coûté la vie à plus de 40 000 personnes.

Le PKK est une organisation classée «terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux, dont l'Union européenne et les Etats-Unis.

APS

Pour mieux protéger la couche d'ozone

Appel à recourir aux énergies renouvelables

Le recours aux énergies renouvelables constitue «une solution fiable» de nature à permettre de mieux protéger la couche d'ozone, a affirmé samedi à Constantine le Pr. Abdelouahab Zaâtri de l'université des Frères Mentouri.

L'énergie renouvelable provient de l'exploitation de sources naturelles non-polluantes et intarissables comme

les rayons solaires et le vent, a souligné cet universitaire en marge de la célébration de la journée internationale de protection de la couche d'ozone.

Evoquant les efforts déployés en Algérie pour l'adoption de ces nouvelles énergies, amies de l'environnement, M. Zaâtri a mis l'accent sur la stratégie publique qui encourage depuis 2015 l'investissement dans les énergies

renouvelables et le recours aux panneaux photovoltaïques et autres systèmes thermiques et éoliens. Il a estimé que d'ici 2030, ces nouvelles énergies seront «les plus utilisés en Algérie». «Les problèmes de l'environnement liés au réchauffement climatique, les changements climatiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone et la pollution atmosphérique ont atteint aujourd'hui une dimen-

sion mondiale et touche aussi bien les pays développés que ceux sous-développés», a encore estimé cet universitaire.

Mettant l'accent sur le rôle de la couche d'ozone dans la protection de la vie sur terre contre les rayons solaires ultraviolets, il a considéré que la protection de l'environnement relève aujourd'hui «de la responsabilité de tous».

APS

Espagne

Des milliers de manifestants au Pays basque en soutien au référendum

Des milliers de personnes ont manifesté samedi au Pays basque espagnol leur soutien au référendum que comptent organiser les indépendantistes en Catalogne.

Les manifestants, au nombre de 35 000 selon les organisateurs, ont défilé à Bilbao (nord).

La manifestation s'est tenue à deux semaines du référendum que le pouvoir séparatiste catalan compte organiser le 1^{er} octobre malgré les avertissements du gouvernement de Madrid qui le considère comme illégal, tout comme la

Cour constitutionnelle espagnole. Les manifestants brandissaient le drapeau rouge-bleu-jaune des séparatistes catalans, ainsi que celui, rouge-blanc-vert, du Pays basque espagnol.

Une large banderole affichait le «oui» que les séparatistes catalans espèrent voir l'emporter au référendum sur l'accession à l'indépendance de leur région.

Les manifestants voulaient «montrer qu'ils sont pour la démocratie et pour le droit fondamental de décider», a déclaré à des reporters Jasone Agirre Garita, une députée régionale, citée par des médias.

«Ils veulent dénoncer l'attitude antidémocratique de l'Etat espagnol», a-t-elle ajouté. L'appel à manifester avait été lancé par Gure Esku Dago, une organisation qui milite pour le droit des Basques à l'autodétermination.

APS

Dans le cadre de sa politique avec les clubs qu'il sponsorise

Ooredoo rend visite au club de l'Olympique de Médéa

Dans la continuité de ses opérations d'accompagnement engagées envers les clubs qu'il sponsorise, une délégation de Ooredoo a rendu visite vendredi dernier au club de la capitale du Titteri (Olympique Médéa) où elle a notamment pu avoir un aperçu sur les infrastructures du club et assisté au match mettant aux prises l'Olympique de Médéa à l'USM El Harrach.

Il y a lieu de rappeler que Ooredoo a signé en août 2016 un contrat de sponsoring avec le l'Olympique de Médéa (OM), en vertu duquel il a remis un bus habillé aux couleurs du club Orange et Bleu pour apporter le confort et le bien-être nécessaires aux joueurs et au staff technique de l'OM.

D'autres visites pour les clubs de football sponsorisés par Ooredoo seront planifiées durant les prochaines semaines.

Communiqué

Ville Ali Mendjeli à Constantine

850 agents mobilisés pour une vaste opération de nettoyage

Un total de 850 agents de nettoyage participe à une vaste campagne d'assainissement lancée samedi, à la nouvelle ville Ali Mendjeli, l'une des plus grandes agglomérations de la wilaya de Constantine, en prévision de la saison des pluies, a-t-on constaté.



L'opération a été initiée par l'établissement d'aménagement des villes d'Ain Nehas et d'Ali Mendjeli avec la collaboration des services de la wilaya, de la Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (Seaco), de l'antenne locale de l'Office national d'assainissement (ONA), en plus des opérateurs économiques, a indiqué à l'APS, le directeur cet établissement Farid Haoul.

Lancée en présence du chef de l'exécutif local, Abdessamie Saïdoune, cette action salubrité publique est inscrite dans le

cadre des orientations des autorités locales, visant «la préservation de l'environnement, l'amélioration du cadre de vie de citoyens et surtout la prévention des risques des inondations générées par les crues», a précisé à ce propos le même responsable.

Cette campagne de collecte des ordures ménagères et solides ainsi que des déchets des chantiers, de chaulage des arbres et de curage des avaloirs a été lancée à partir des unités de voisinage (UV) 5 et 6 et «se poursuivra les mois prochains afin de toucher le maximum des sites urbains de cette ville qui

regroupe 350 000 âmes», a souligné le même responsable.

Pour assurer le bon déroulement de cette action, des commissions d'hygiène ont été mises en place à l'effet de recenser, dans une première phase, tous les points noirs qui affectent l'environnement dans les quartiers et dans l'ensemble des lieux publics de cette ville, selon M. Haoul, qui a fait savoir que cette initiative vise «à soutenir les efforts des services en charge du nettoyage de la ville et du ramassage des déchets».

L'opération porte également sur le ramassage de gravats et l'élagage des arbres se trou-

vant aux alentours des mosquées et des établissements scolaires, ajoute la même source, notant que toutes les quantités de déchets collectées seront acheminées vers la décharge publique de la même ville.

En matière logistique, 110 engins dont des camions à bennes tasseuses, des tracteurs, des chargeurs, des semi-remorques, des débroussailluses et des rétro-chargeurs ont été mis à contribution pour garantir le succès de ce programme d'assainissement, a-t-il affirmé. L'Entreprise de développement des espaces verts de Constantine (Edevco) les Etablissements publics à caractère industriel et commercial (Epic) de plusieurs communes de la wilaya de Constantine dont ceux des localités d'El Khroub, de Aïn Smara, d'Ouled Rahmoune et de Hamma Bouziane et les directions du logement, des travaux publics, des équipements publics et de l'urbanisme, d'architecture et de construction prennent également part à cette opération, consacrée aussi à l'entretien des espaces verts, a-t-on encore précisé. Le chef de l'exécutif local, a appelé, à cette occasion, les citoyens à participer activement à ces actions de préservation de l'environnement et du cadre de vie, et à respecter les horaires de collecte des déchets urbains. Les présidents des comités de quartiers et les responsables d'associations versées dans la protection de l'environnement ont, en outre, encouragé les citoyens à s'impliquer dans cette action qui se poursuivra de «manière régulière une fois tous les 15 jours», a-t-on indiqué.

Reda A.

Médéa

Une trentaine de communes font leur toilette

■ Une opération de nettoyage et d'éradication de décharges anarchiques d'envergure a été entamée samedi à travers une trentaine de communes de la wilaya de Médéa, dans le cadre d'une vaste campagne de lutte contre l'insalubrité en milieu urbain, a-t-on constaté.

Déclinée sous le slogan : notre avenir dans la propreté de notre quartier, cette opération, qui a débuté, tôt le matin, pour prendre fin, vers 14h, a touché les principaux agglomérations et centres urbains des dairas de Médéa, Berrouaghia, Ouamri, Si Mahdjoub, Guelb El Kebir, El Omaria, Souagui, Ouzera et Chahbounia, soit un total de 29 communes, selon les services de la wilaya. Plusieurs organismes publics et entreprises locales se sont mobilisés pour l'exécution de cette opération qui vise à redonner une image plus attrayante à ces agglomérations et centres urbains, confrontés à de sérieux problèmes d'hygiène et d'insalubrité, a-t-on indiqué. D'importants moyens logistiques et humains ont été déployés à travers les nombreux sites ciblés par cette opération qui a permis, en une demi-journée, l'éradication de dizaines de décharges sauvages et l'évacuation de milliers de tonnes d'ordures ménagères et de déchets qui s'étaient accumulés à l'intérieur de ces zones d'habitations ou à proximité, a fait observer la même source.

Des bénévoles, issus des associations de quartier et de clubs verts locaux, ont pris part aux opérations de nettoyage, d'embellissement, d'aménagement d'espaces verts et de plantations d'arbres, menées dans différentes communes, a-t-on ajouté, précisant que pas moins d'un millier de plants ont été mise en terre dans la seule commune de Médéa.

La campagne de lutte contre l'insalubrité et la préservation de l'environnement urbain, qui constitue l'une des priorités du plan d'action local, devrait s'installer dans la durée, avec l'organisation hebdomadaire d'opération de nettoyage et de propreté en milieu urbain, de façon à se débarrasser définitivement des amas d'ordures et déchets qui défigurent ces zones urbaines, a-t-on signalé.

L. R.

Université de Ghardaïa

Ouverture d'une nouvelle filière en énergies renouvelables et environnement

Une nouvelle filière universitaire en énergies renouvelables et environnement sera ouverte à l'université de Ghardaïa au titre de l'année universitaire 2017/2018, a-t-on appris du recteur de cet établissement d'enseignement supérieur.

L'introduction de cette filière qui vient étoffer les programmes déjà dispensés, traduit la volonté de l'université d'assurer l'employabilité de ses étudiants diplômés et de former des étudiants aux métiers d'avenir, qui permettent de mieux répondre aux enjeux du marché de l'emploi, a indiqué à l'APS, le Pr Belkheir Dada Moussa.

«L'ouverture pour la première fois de cette filière en Algérie pour l'obtention d'une licence en énergie renouvelable et environnement à l'université de Ghardaïa est dicté

par l'existence d'une véritable plateforme de formation et de recherche dans la région à travers l'unité de recherche Appliquée en énergies renouvelables (Uraer), et la mini-centrale solaire pilote à cycle combiné (électricité+solaire) véritable laboratoire naturel pour les études, les tests et recherches en matière d'énergie solaire», a-t-il expliqué.

Cette filière sera lancée dans le cadre d'un programme de coopération entre l'Union européenne (UE) et l'Algérie intitulé «Erasmus + Coffee» (coconstruction d'une offre de formation à finalité d'employabilité élevée).

Ce programme a pour objectif l'amélioration de la qualité de l'enseignement, selon les normes européennes, renforcer la coopération entre les établissements

universitaires et favoriser la mobilité des étudiants en Europe, a-t-il ajouté.

De son côté, le directeur des études de l'université de Ghardaïa, a annoncé que la formation en licence (système LMD), comptera cette année six nouvelles spécialités, à savoir commerce international, gestion des ressources humaines, fiscalité et comptabilité, microbiologie et production animale.

De nouvelles filières ont été intégrées dans le cursus universitaire pour répondre aux besoins économique et sociale de la région et faciliter l'employabilité des diplômés, a fait savoir M. Benbrahim.

«Le rôle de l'université n'est plus de former pour former mais aussi de répondre aux besoins

d'un marché évolutif en s'ouvrant et en s'ancrant à son environnement», a-t-il souligné.

La nomenclature de spécialités pédagogiques de l'université de Ghardaïa est actuellement de 40 en post-graduation (licence), 39 en gradation (master) et plus d'une quinzaine de filières pour doctorant, a-t-il ajouté.

Tout en se félicitant du nombre de places pédagogiques dont disposera l'université de Ghardaïa pour la rentrée universitaire prévue dimanche notamment avec la réception imminente de 2 000 nouvelles places pédagogiques, les responsables de cette structure de l'enseignement supérieur s'attèlent sur l'amélioration des qualités de l'offre de formation et de l'accueil de près de 3 150 nouveaux étudiants.

Selon les prévisions de l'université, le nombre des étudiants devant suivre leur cursus universitaire va aller crescendo puisqu'il devra atteindre la barre des 15 000 cette année universitaire.

Inauguré durant l'année universitaire 2004/2005, comme annexe de l'Université d'Alger, avec 200 étudiants, le campus universitaire de Ghardaïa a été érigé en 2006 en centre universitaire puis élevé au rang d'université en 2012.

Cette structure de l'enseignement supérieur a permis aux nombreux étudiants de la région, notamment la gent féminine de poursuivre leur cursus universitaire.

Pas moins de 9 750 diplômés ont été promus de cette université depuis son ouverture en 2004.

R. O.



Jardin d'essai (Alger)

Lancement prochain d'un projet de recensement du patrimoine naturel

L'administration du jardin d'essai d'El Hamma (Alger) s'attèle, depuis début septembre, à lancer un projet de recensement de son patrimoine naturel pour sa réintroduction sur la liste des jardins internationaux de renommée mondiale, a-t-on appris auprès de l'administration du jardin.



« Suite à une réunion début septembre du Conseil scientifique, il a été décidé de relancer l'opération de recensement et de classification à l'intérieur du jardin pour valoriser ses acquis naturels, urbanistiques et historiques », a déclaré à l'APS le Directeur général du jardin d'essai d'El Hamma, Boulahia Abdelkrim.

En sa qualité d'ingénieur d'état en agriculture et membre du conseil scientifique, M. Boulahia a affirmé que « le jardin d'El Hamma ne figure plus sur les listes de renommée mondiale » ajoutant qu'« il a été retiré de la liste après l'indépendance, alors que le jardin était considéré comme l'un des plus beaux au monde ».

Les membres du nouveau conseil scientifique (installé en début d'année) ont convenu de la mise en place d'un plan de travail visant le lancement de l'opération de recensement du patrimoine du jardin, tout en respectant les standards internationaux définis par les universités et les organisations spécialisées en la matière.

« Notre administration a contacté les instances concernées par la réception du dossier relatif au jardin d'essai d'El Hamma » a précisé le même responsable qui ajouta que « ces dernières sont prêtes à nous aider et à suivre le dossier ».

Composé du Directeur général du jardin et de représentants des ministères de l'Agriculture et de l'environnement, de l'USTHB, de l'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA) d'El Harrach, de l'Institut national de la recherche forestière (INRF) de Bainem et de l'Institut national de protection des végétaux (INPV), outre 3 chercheurs spécialisés, le Conseil scientifique du jardin d'essai d'El Hamma veille à actualiser les données non révisées depuis 1993, date du dernier recensement qui n'a pas été présenté aux organes concernés, a révélé la même source.

M. Boulahia a indiqué que « plusieurs indicateurs positifs profiteront à la réactivation du dossier du jardin d'essai d'El Hamma auprès des organisations spécialisées. En attendant le choix des bureaux d'études pour réactiver l'opération de

recensement, un programme a été tracé par l'administration pour l'élaboration d'une carte végétale à l'effet de déterminer le lieu, la nature et l'état de chaque plante.

Selon le directeur général du Jardin d'Essai d'El Hamma qui s'étend sur 32 hectares, ce dernier connaît une bonne situation financière grâce au soutien de la wilaya d'Alger. Près de 22 milliards de centimes ont été alloués au jardin au titre de budget préliminaire de l'année 2016, auxquels s'ajoutent les recettes propres au jardin issues des visites qui ont couvert plus de 80% du budget de fonctionnement pour l'année en cours.

Le jardin qui compte 300 travailleurs, devrait être doté de mains d'œuvre qualifiées, d'agents de sécurité, de brigades canines et de caméras sophistiquées.

Plus de 500.000 personnes ont visité le jardin d'essai d'El Hamma de juin à août 2017 avec un pic de plus de 268.000 visiteurs en août, a indiqué Mme Sanaa Djebali, chargée de la communication au niveau du jardin d'essai.

R. A.

Sûreté nationale (El Tarf)

Près d'un millier de visiteurs aux journées d'information

Près d'un millier de visiteurs, principalement des jeunes ont visité les stands de la 72ème édition des journées d'information sur les missions de la Sûreté nationale, tenues du 11 au 14 septembre courant, à El Tarf, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la Sûreté de wilaya.

Ouvertes au niveau de la bibliothèque principale de lecture publique Louise Françoise dite Mabrouka Belgacem du chef lieu de wilaya, ces journées d'information ont vu l'affluence de nombreux visiteurs curieux de connaître les moyens de haute technologie exploités par ce corps constitués dans le cadre des missions qui leurs sont dévolues dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de criminalité visant la protection des personnes et de

leurs biens, a-t-on ajouté de même source.

Le stand réservé au recrutement au sein de ce corps de sécurité a drainé de nombreux jeunes, en quête d'explications et autres détails concernant les opportunités offertes dans ce domaine.

Une piste et circuit pédagogique d'éducation à la prévention routière pour enfant a été, d'ailleurs, mis en place au profit des écoliers qui ont manifesté un vif intérêt aux explications de préventions qui leur ont été dispensés sur place par les agents de police.

Cette manifestation a permis, quatre jours durant, d'inculquer aux enfants, des élèves des différents paliers éducatifs, « les bons réflexes pour mieux prévenir les dangers de la route », a-t-on indiqué, à ce pro-

pos. S'inscrivant dans le programme de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) visant le rapprochement de ce corps constitué du grand public et la vulgarisation des grandes missions de la police dans la protection des personnes et des biens, cette manifestation, clôturée en présence de l'inspecteur régional de la police de l'Est, le contrôleur de police, Mustapha Benaini, représentant du DGSN, le général major Abdelghani Hamel a été également marquée par l'inauguration de Plusieurs structures relevant de la Sûreté nationale.

La 73ème édition de ces journées d'information sur les missions de la DGSN se tiendra, en octobre prochain, dans la wilaya de Kenchela, a-t-on également signalé.

Bilal L.

Ports d'Alger Des mises en demeure adressées aux propriétaires de bateaux à l'abandon

■ Près de cent cinquante (150) mises en demeure ont été adressées, depuis le début de l'été 2017, aux propriétaires de bateaux à l'abandon au niveau des différents ports d'Alger, pour la levée immédiate ou le transfert de leurs bateaux, et ce dans le cadre du plan de réhabilitation des ports d'Alger, a affirmé samedi la Directrice de la pêche de la wilaya, Rabia Zerrouki.

En coordination avec l'entreprise de gestion des ports et abris de pêche (EGPP), relevant de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPA), près de 150 mises en demeure ont été adressées aux propriétaires de vieux bateaux à l'abandon au niveau des ports d'Alger depuis le début de l'été 2017, a précisé Mme Zerrouki à l'APS.

L'opération vise à assainir les ports et abris de pêche pour une meilleure hygiène et protection de l'environnement, mais aussi pour libérer plus d'espaces aux bateaux en activité, a-t-elle indiqué.

« Il est inadmissible que de vieux bateaux restent, en stationnement, durant 20 ans ou plus, tandis que d'autres navires en activité ne trouvent où stationner, sans oublier que ces vieux bateaux rouillés altèrent l'aspect général des ports », a-t-elle estimé.

L'abandon de moteurs et de vieux bateaux par leurs propriétaires n'est plus toléré, a-t-elle rappelé, soulignant que la commission mixte (wilaya, direction de la pêche, EGPP) veillait à lutter contre ces pratiques.

Dans ce cadre, un vieux bateau qui était stationné au port d'El Djemila (Ex-La Madrague) a été déplacé, outre 15 bateaux de plaisance et 4 bateaux de pêche, en attendant la levée de tous les déchets qui dénaturent les ports d'Alger, a-t-elle indiqué.

Au titre du programme d'investissement d'urgence au niveau des ports et des abris de pêche de la wilaya d'Alger, la direction de la pêche de la wilaya en coordination avec l'EGPP avait mis en place un plan d'équipement d'urgence au niveau des ports et abris de pêche de la wilaya.

Ce plan d'équipement d'urgence, doté d'une enveloppe estimée à près de 793,1 milliards de dinars, concerne les ports de proximité de Tamentfoust, Rais Hamidou et El Djemila, en vue de réguler le marché aux poissons et assurer les meilleures conditions aux vendeurs et aux clients.

Dans le cadre du programme de développement 2013-2018, tracé par l'EPA, il est impératif de procéder au réaménagement des ports de proximité à l'instar de celui de Tamentfoust, à travers la réalisation de quais pour une meilleure organisation de la filière de la pêche, la régulation du marché aux poissons et la garantie des meilleures conditions de travail au niveau des ports.

Le plan inclut l'équipement de cette infrastructure portuaire (qui approvisionne une grande partie de la région est d'Alger), son alimentation en électricité renouvelable, en installant 21 poteaux relevant du centre de développement des énergies renouvelables, sachant qu'il s'agit d'une opération pilote au niveau du port de pêche d'Alger.

Les opérations de réaménagement des autres ports dont le port d'El Djemila se poursuivent dans le cadre de ce plan, a-t-elle souligné, précisant que son « raccordement aux réseaux de distribution d'eau et d'électricité est en cours et doit bientôt prendre fin ».

R. K.

Syrie

La coalition confirme qu'une force alliée a été bombardée par Moscou

Des forces syriennes antijihadistes soutenues par les Etats-Unis ont accusé samedi l'aviation russe de les avoir bombardées dans l'est de la Syrie, un incident démenti par Moscou, mais confirmé par la coalition internationale menée par Washington.



C'est la première fois que les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de combattants kurdes et arabes, disent avoir été la cible de raids aériens de la Russie, alliée du régime syrien.

Dans l'est syrien, deux offensives distinctes sont actuellement en cours pour chasser le groupe jihadiste État islamique (EI) de Deir Ezzor, la dernière province qu'il contrôle majoritairement dans ce pays. Les forces prorégime soutenues par les Russes se concentrent sur la ville même de Deir Ezzor, dans l'ouest de la province, alors que les FDS appuyées par l'aviation de la coalition internationale progressent dans l'est de la province.

«Nos forces ont été la cible d'une attaque de l'armée de l'air russe et du régime dans la zone industrielle» au nord-est de la ville de Deir Ezzor, ont indiqué samedi les FDS dans un communiqué. «Six combattants ont été blessés.» «Ce n'est pas possible. Pourquoi les bombarderions-nous ?», a affirmé à l'AFP, un porte-parole de l'armée russe,

Igor Konashenkov, sur la base militaire russe de Hmeimim (ouest de la Syrie).

La coalition internationale a toutefois assuré dans un communiqué que «des forces russes (avaient) frappé une cible à l'est de l'Euphrate en Syrie près de Deir Ezzor, blessant des forces partenaires de la coalition».

«Les munitions russes ont touché un lieu dont les Russes savaient qu'elles comprenaient des Forces démocratiques syriennes et des conseillers de la coalition. Plusieurs combattants des FDS ont été blessés et soignés après la frappe», a indiqué la coalition, qui a précisé qu'aucun de ses conseillers militaires n'avait été blessé.

«Grandes victoires»

Les FDS, qui mènent également une offensive pour déloger l'EI de son bastion de Raqa (nord), ont accusé «certaines parties» de tenter d'entraver leur avancée au moment où elles «reportent de grandes victoires contre l'EI».

En annonçant son offensive contre l'EI dans la province de

Deir Ezzor, cette alliance avait assuré qu'il n'y avait aucune coordination avec les forces du régime.

Mais la coalition internationale a déjà dit qu'il existe dans la zone une «ligne de déconfliction», censée éviter les incidents dans un ciel encombré d'avions de la coalition, du régime et russes.

Cette ligne «avec la Russie est ouverte 24h/24», a rappelé samedi un commandant de la coalition, le général américain Paul Funk, dans le communiqué. «Nous faisons tout notre possible pour éviter une escalade inutile entre les forces qui combattent notre ennemi commun», l'EI.

A Deir Ezzor, les FDS opèrent sur la rive est de l'Euphrate, fleuve qui coupe en diagonale cette province riche en pétrole.

Les incidents entre les FDS et le régime sont rares. En juin, un avion syrien a été abattu par la coalition dans la province de Raqa, Washington affirmant qu'il s'agissait d'une riposte à un tir de cet appareil contre les FDS.

Le régime est très méfiant à l'égard des FDS, dont les forces kurdes syriennes sont la principa-

le composante. Les Kurdes de Syrie ont déjà créé une région fédérale dans les zones qu'ils contrôlent, provoquant l'ire de Damas.

«Force étrangère illégitime»

Vendredi, une conseillère du président Bachar al-Assad, Bouthaina Chaabane, a prévenu que le régime allait combattre «les FDS, l'EI ou toute force étrangère illégitime présente sur le territoire».

«Les FDS tentent, sous les ordres des Américains, de parvenir aux régions pétrolières pour les contrôler. Ils n'y parviendront pas», a-t-elle dit.

Les forces du régime ont réussi à briser le siège de l'EI sur le secteur gouvernemental de la ville de Deir Ezzor et chassé les jihadistes de plusieurs quartiers.

Dans la soirée l'Observatoire syrien des droits de l'homme a annoncé que les forces du régime avaient pris le village de Al Jafra, au sud-est de Deir Ezzor, ce qui permettait à l'armée syrienne d'encercler l'EI par trois côtés, ne lui laissant que la traversée de l'Euphrate comme échappatoire.

L'aviation russe et syrienne prennent pour cible tous ceux qui tentent de traverser le fleuve, a souligné le chef de l'Osdh, Rami Abdel Rahman.

«Chaque jour, on voyait la mort une centaine de fois», a raconté un homme âgé à des journalistes emmenés en tournée par l'armée russe dans un secteur dont l'EI a été chassé.

Une perte de la province de Deir Ezzor ébranlerait considérablement l'organisation ultraradicale, qui ne contrôlerait plus que des poches dans la ville de Raqa et dans le centre et le sud syriens, alors qu'elle a déjà perdu beaucoup de terrain en Irak voisin.

Malgré son recul, l'organisation jihadiste parvient encore à frapper avec des attentats dans ces deux pays et à l'étranger.

L'Osdh a affirmé samedi que l'EI avait abattu un avion présumé syrien au sud-ouest de Deir Ezzor mais qu'il était tombé en territoire progouvernemental près de la ville.

Déclenché en 2011 par la répression de manifestations pro-démocratie, le conflit en Syrie a fait plus de 330 000 morts et des millions de déplacés.

AFP

Yémen

Douze civils tués lors d'un raid aérien

■ Douze civils, y compris des femmes et des enfants, ont trouvé la mort près de la capitale yéménite Sanaa lors d'un raid aérien imputé à la coalition sous commandement saoudien, ont indiqué dimanche des responsables locaux, des habitants et une agence rebelle.

Un responsable local a déclaré à la presse qu'un véhicule transportant les douze civils avait été touché par une frappe aérienne samedi à Harib Al-Qaramish, district de la province de Marib, à environ 70 km au nord-est de Sanaa. La zone est aux mains des rebelles Houthis qui contrôlent également la capitale Sanaa et le nord du Yémen depuis trois ans.

L'agence rebelle Saba a aussi fait état de cette attaque, précisant que le véhicule avait été détruit et tous ses occupants tués. Selon des habitants, quatre enfants et deux femmes figurent parmi les victimes.

R. I.

Afghanistan

Quatre morts dans un attentat visant un marché

■ Quatre personnes ont trouvé la mort et quatorze autres ont été blessées dimanche à la mi-journée lors d'un attentat qui a visé un marché de Khost, dans le sud-est de l'Afghanistan, a indiqué le chef de la police de la ville.

«Un engin déclenché à distance par un téléphone portable a tué quatre personnes et en a blessé 14 autres sur un marché», a déclaré Faizullah Khairat à la presse. Le bilan a été confirmé par le responsable du département de la Santé de Khost (capitale de la province éponyme). En effet, il y a eu «quatre morts et plus d'une dizaine de blessés, acheminés vers les hôpitaux», a précisé Habib Shah Ansari.

L'explosion s'est produite vers midi (7h30 GMT) au moment où la foule se pressait au marché pour acheter de la musique et des vidéos à télécharger sur les téléphones mobiles, selon la presse locale.

L'attentat n'a toujours pas été revendiqué, mais les talibans sont très présents dans cette région frontalière instable, limitrophe des zones tribales du Pakistan qui échappent au contrôle du gouvernement central d'Islamabad.

Les insurgés islamistes s'en sont déjà pris par le passé aux marchés et magasins vendant de la musique et des vidéos, interdites comme tout autre forme de distraction quand ils étaient au pouvoir à Kaboul entre 1996 et 2001.

Reda A.

Pakistan

Six morts dans un attentat dans le Nord-Ouest

Un responsable local et cinq policiers ont été tués dimanche dans l'explosion d'une bombe artisanale dans une zone tribale du nord-ouest du Pakistan, ont annoncé les autorités locales qui avaient d'abord fait état de cinq morts et un blessé.

L'explosion s'est produite à Mamoond, à 25 km de Khar, chef-lieu du district tribal de Bajaur, où sont actifs les talibans pakistanais.

«Un responsable du gouvernement local et quatre policiers tribaux ont été tués et un autre a été blessé dans l'explosion d'une bombe artisanale au passage de leur véhicule», avait déclaré dans un premier temps à l'AFP Anwarul Haq, un haut responsable local, un bilan confirmé par des responsables des forces de sécurité.

L'attaque n'a pas été revendiquée dans

l'immédiat.

Les violences ont diminué ces dernières années au Pakistan du fait d'une série d'offensives de l'armée contre les insurgés dans les zones frontalières de l'Afghanistan. Mais des groupes rebelles sont toujours en mesure de commettre des attentats sanglants, notamment dans le nord-ouest du pays.

AFP



Kenya

La confusion règne dans l'organisation de la nouvelle présidentielle

Le Kenya sera-t-il en mesure d'organiser une nouvelle élection présidentielle dans un mois ? Les experts en doutent, alarmés par les querelles et la confusion qui ralentissent le lancement du nouveau processus électoral.



Le temps presse, les Kényans doivent de nouveau se rendre aux urnes le 17 octobre après que la Cour suprême eut annulé le résultat de la présidentielle du 8 août, mais les principaux acteurs ne parviennent pas à s'accorder sur la manière de procéder.

L'opposition a déjà prévenu qu'elle boycotterait le scrutin d'octobre si ses exigences présentées à la Commission électorale (IEBC) - dont la démission de plusieurs de ses membres - ne sont pas remplies.

"Les défis à relever sont assez extraordinaires", a mis en garde le militant anticorruption John Githongo, qui estime que la nouvelle date "ne semble pas plausible parce que nous demandons à des personnes qui ont déjà effroyablement échoué d'organiser une élection après un court laps de temps".

Un des points de blocage provient du fait que les explications du jugement de la Cour suprême sont encore attendues. Sans elles, impossible de savoir quelles sont les irrégularités qui ont entaché le scrutin du 8 août, qui avait

vu le président sortant Uhuru Kenyatta réélu avec 54%,27 des voix, contre 44,74% à l'opposant Raila Odinga.

Le président de la Cour suprême, David Maraga, s'était contenté d'évoquer des "illégalités et irrégularités", notamment dans la transmission des résultats des bureaux de vote.

La Cour a jusqu'au 22 septembre pour rendre le jugement complet, ce qui laissera peu de temps à l'IEBC pour éventuellement corriger le tir. "Tout cela est très incertain", a déploré le professeur de politique africaine de l'université de Birmingham (Grande-Bretagne), Nic Cheeseman. "On ne sait pas si la Cour suprême va dire quelque chose sur la technologie (employée), on ne sait pas si elle va directement pointer du doigt quelqu'un de l'IEBC", a-t-il expliqué. Cette personne "devra-t-elle être remplacée? Si c'est le cas, comment pourront-ils le faire dans les délais?"

En attente de réforme

Malgré l'absence de ce jugement, l'IEBC a avancé dans l'organisation d'une nouvelle élec-

tion, refusant de céder aux appels de l'opposition qui exige le départ de ses dirigeants. On s'attendait à ce que l'IEBC s'empresse de faire des réformes de fond. On attend encore", a fustigé samedi un éditorialiste du Daily Nation, mettant en cause une "impasse qui a paralysé (le processus) et créé la confusion dans l'esprit du public".

Jeudi, la coalition d'opposition Nasa a envoyé une lettre à l'IEBC où elle demande notamment le renvoi de certains responsables, un changement de fournisseur de matériel électoral ainsi que la diffusion en direct des résultats de chaque circonscription. Sans quoi, a-t-elle redit, elle boycottera les élections.

Selon l'opposition, le système de transmission des résultats avait été piraté, et ceux émanant des bureaux de vote avaient été modifiés électroniquement en faveur de M. Kenyatta.

L'entreprise française OT Morpho, qui avait fourni à l'IEBC le système de transmission des résultats, a assuré vendredi qu'un audit du système électronique utilisé pour compter les votes lors du scrutin présidentiel a prouvé qu'aucune donnée n'avait été

manipulée ou piratée.

Toutefois, malgré une injonction de la Cour suprême, l'IEBC n'a toujours pas donné l'accès à ses serveurs.

En outre, selon un mémorandum interne où le président de la commission électorale, Wafula Chebukati, demande à son directeur exécutif, Ezra Chiloba, des explications, certaines défaillances dans la conduite de l'élection présidentielle ont été mises au jour.

Pour Nic Cheeseman, l'IEBC ayant perdu sa légitimité, une solution pourrait venir de la négociation entre les camps rivaux afin qu'ils décident comment organiser une nouvelle élection.

Mais les invectives se multiplient entre pouvoir et opposition, ce qui rend cette solution peu plausible. Le président sortant Kenyatta a pour sa part insisté pour que l'élection ait lieu comme prévu, accusant son rival, Raila Odinga, de vouloir bloquer la situation afin que soit mis en place un gouvernement de coalition. Aux termes de la Constitution, l'IEBC a jusqu'au 31 octobre pour organiser une nouvelle élection. **AFP**

Tanzanie

Neuf personnes condamnées pour possession illégale d'ivoire

La justice tanzanienne a condamné à de lourdes peines d'emprisonnement neuf personnes, dont deux policiers, trouvées en possession illégale de défenses d'éléphants, a-t-on appris samedi de sources judiciaires.

Dans une première affaire, deux policiers ont été condamnés à 35 ans de prison chacun et six civils qui étaient poursuivis avec eux à 25 ans chacun, selon un extrait du jugement rendu vendredi par un tribunal de Dar es Salaam. Le tribunal a jugé "crédibles les témoignages à charge", selon lesquels les accusés avaient été "trouvés en possession de 70 défenses d'éléphants" dans le district de Kisarawe, près de Dar es Salaam, indique ce texte. Selon le jugement, les condamnés sont deux policiers de rang inférieur et six civils. Dans un autre jugement rendu vendredi, le tribunal de Manyoni, dans le nord du pays, a condamné à 20 ans de prison un homme reconnu coupable de possession illégale de 8 défenses d'éléphants, a indiqué à l'AFP un greffier.

Les autorités tanzaniennes ont annoncé le mois dernier avoir arrêté dans un quartier de Dar es Salaam six personnes trouvées en possession de 28 défenses d'éléphants, d'un poids total de 376 kilos. Selon le ministre des Ressources naturelles, Jumanne Maghembe, les six personnes, tous des Tanzaniens, dont un élu local et un imam, gardaient les défenses en attendant de trouver des acheteurs.

La Tanzanie, l'un des pays qui comptent la plus importante population d'éléphants sur le continent africain, est aussi l'un des plus touchés par le braconnage. Selon un recensement récent, la population de pachydermes y a diminué de 60% entre 2009 et 2014. Un célèbre défenseur sud-africain de l'environnement, qui s'était consacré à la lutte contre le braconnage des éléphants en Tanzanie, Wayne Lotter, a été tué en août dernier par balles à Dar es Salaam, et ses collègues pensent qu'il a payé les frais de son combat.

Agence

Winnie Mandela

«La corruption est le maillon faible de l'ANC»

L'ex-épouse de Nelson Mandela, figure de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, appelle à un "changement de leadership" à la tête du Congrès national africain (ANC) qu'elle juge affaibli par les accusations de corruption, dans un entretien à l'hebdomadaire Jeune Afrique à paraître dimanche.

"La corruption, c'est le maillon faible de l'ANC", lance Winnie Mandela, dans une pique directe au président du pays et du parti, Jacob Zuma, mis en cause dans une série de scandales et qui doit

normalement se retirer en 2019 à l'issue de son second mandat de cinq ans à la tête du pays.

"Il est plus que temps de changer de leadership si nous voulons continuer à gouverner ce pays. L'ANC a besoin de sang nouveau pour mener l'Afrique du Sud sur le chemin de la liberté", estime cette militante de 80 ans, harcelée et emprisonnée à plusieurs reprises entre 1960 et 1990.

Au pouvoir depuis la chute officielle de l'apartheid en 1994, l'ANC est affaibli par le ralentissement de l'économie sud-africaine et les divi-

sions autour de la succession de M. Zuma. Le parti de feu Nelson Mandela a essuyé un cinglant revers lors des élections locales de 2016, où il a dû céder à l'opposition le contrôle de plusieurs municipalités emblématiques, comme Johannesburg et Pretoria.

Mme Mandela ne se prononce pas sur son candidat favori à la direction du parti, qui doit élire son nouveau chef en décembre. Deux font actuellement la course en tête: l'actuel vice-président Cyril Ramaphosa, chef des frondeurs anti-Zuma, et Nkosazana Dlamini-

Zuma, l'ancienne dirigeante de l'Union africaine (UA), qui a le soutien du chef de l'Etat, son ex-mari.

Mais elle estime vivre "l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de notre parti. L'ANC n'est pas parvenu à réussir sa mue, du mouvement de libération qu'il fut, avec tous ses rêves, en parti de gouvernement". "Très peu de gens ont réellement profité de la libération de ce pays: 53% des jeunes sont au chômage, un tiers de la population vit au niveau ou au-dessous du seuil de pauvreté", déplore-t-elle, en appelant à un "changement radical"

à la tête du pays.

Pour l'ex-épouse de Nelson Mandela, connue pour ne pas mâcher ses mots, la nation Arc-en-ciel que ce dernier appelait de ses vœux, constitue "un mythe total", "un voeu pieu".

"La réconciliation n'a été qu'une façade", assène-t-elle. "Je vis à Soweto, un township créé par le régime d'apartheid pour parquer les Noirs. Un quart de siècle après l'abolition de l'apartheid, il n'y a toujours pas un seul Blanc à Soweto. (...) Où est le changement ?"

AFP

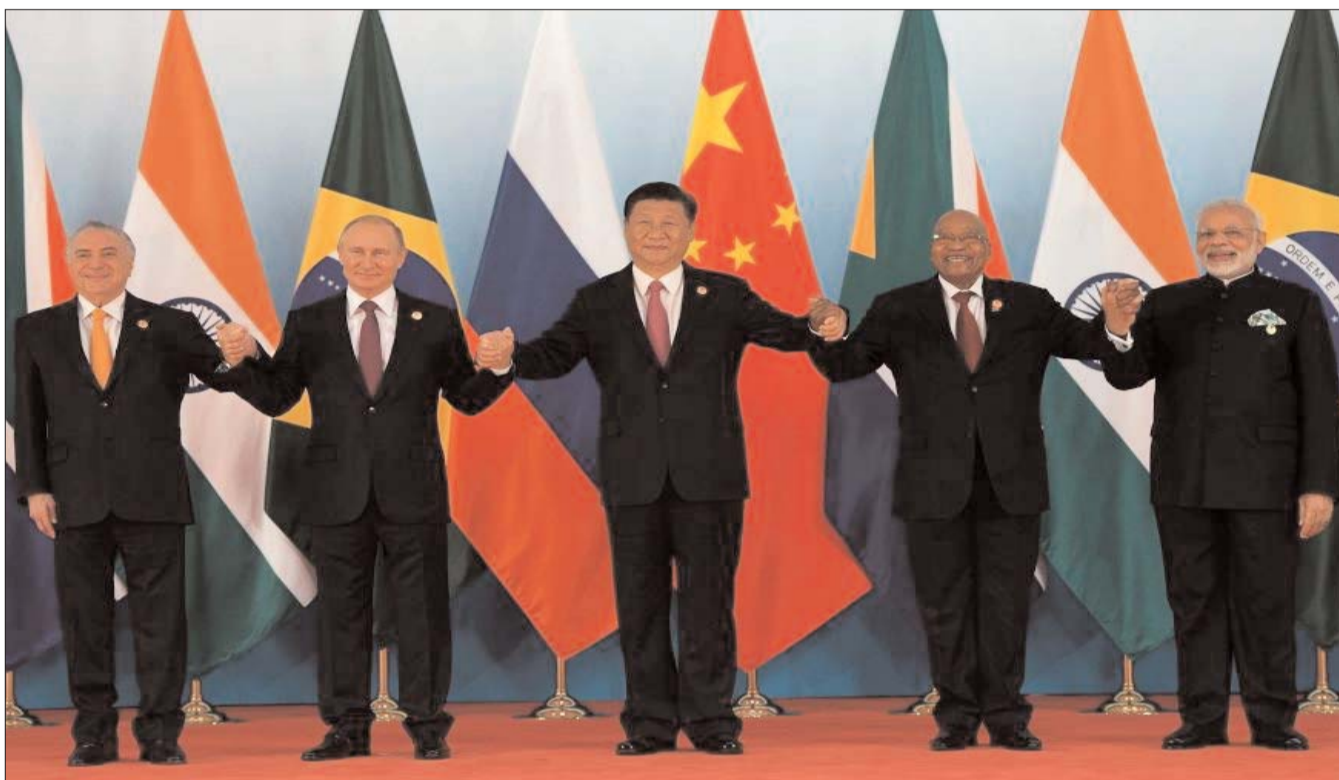
Russie et Chine contre l'empire du dollar

Un vaste arc de tensions et conflits s'étend de l'Asie orientale à l'Asie centrale, du Moyen-Orient à l'Europe, de l'Afrique à l'Amérique latine.

Par Manlio Dinucci

Les "points chauds" le long de cet arc intercontinental -Péninsule coréenne, Mer de Chine Méridionale, Afghanistan, Syrie, Irak, Iran, Ukraine, Libye, Venezuela et autres- ont des histoires et des caractéristiques géopolitiques différentes, mais en même temps sont reliés à un unique facteur : la stratégie avec laquelle "l'empire américain d'Occident", en déclin, essaie d'empêcher l'émergence de nouveaux sujets étatiques et sociaux. Ce que redoute Washington se comprend par le Sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui s'est tenu du 3 au 5 septembre à Xiamen en Chine.

Exprimant "les préoccupations des Brics sur l'injuste architecture économique et financière mondiale, qui ne prend pas en considération le poids croissant des économies émergentes", le président russe Poutine a souligné la nécessité de "dépasser la domination excessive du nombre limité de monnaies de réserve". Référence claire au dollar US, qui constitue presque les deux tiers des réserves monétaires mondiales et la monnaie par laquelle se détermine le prix du pétrole, de l'or et d'autres matières premières stratégiques. Ce qui permet aux USA de conserver un rôle dominant, en imprimant des dollars dont la valeur se base non pas sur la réelle capacité économique étasunienne mais sur le fait qu'ils sont utilisés comme monnaie mondiale. Le yuan chinois est cependant entré il y a un an dans le panier des monnaies de réserve du Fonds monétaire international (avec le dollar, l'euro, le yen et la livre sterling) et Pékin est sur le point de



lancer des contrats d'achat du pétrole en yuan, convertibles en or.

Les Brics demandent en outre la révision des quotas et donc des votes attribués à chaque pays à l'intérieur du Fonds monétaire : les USA, à eux seuls, détiennent plus du double du total des votes de 24 pays de l'Amérique latine (Mexique compris) et le G7 détient le triple des votes du groupe des Brics. Washington observe avec une préoccupation croissante le partenariat russo-chinois : les échanges entre les deux pays, qui en 2017 devaient atteindre les 80 milliards de dollars, sont en forte augmentation ; en même temps augmentent les accords de coopération russo-chinoise dans le domaine énergétique, agricole, aéronautique, spatial

et dans celui des infrastructures. L'achat annoncé de 14% de la compagnie pétrolière russe Rosneft par une compagnie chinoise et la fourniture de gaz russe à la Chine pour 38 milliards de m3 annuels à travers le nouveau gazoduc Sila Sibiri qui entrera en fonction en 2019, ouvrent à l'export énergétique russe la voie à l'Est tandis que les USA essaient de lui bloquer la voie à l'Ouest vers l'Europe.

Perdant du terrain sur le plan économique, les USA jettent sur le plateau de la balance l'épée de leur force militaire et de leur influence politique. La pression militaire USA en Mer de Chine Méridionale et dans la péninsule coréenne, les guerres USA/Otan en Afghanistan, Moyen-Orient et Afrique, le coup d'épaule USA/Otan en Ukraine et la confron-

tation consécutive avec la Russie, entrent dans la même stratégie de confrontation mondiale contre le partenariat russo-chinois, qui n'est pas seulement économique mais géopolitique. Y entre aussi le plan de miner les Brics de l'intérieur, en ramenant les droites au pouvoir au Brésil et dans toute l'Amérique latine. C'est ce que confirme le commandant du U.S. Southern Command, Kurt Tidd, qui prépare contre le Venezuela l'"option militaire" brandie par Trump : dans une audition au sénat, il accuse la Russie et la Chine d'exercer une "influence maligne" en Amérique latine, pour faire avancer là aussi "leur vision d'un ordre international alternatif".

Manlio Dinucci

Climat

Le monde avance sur l'accord de Paris, les Américains soufflent le chaud et le froid

Les ministres de l'Environnement d'une trentaine de pays ont avancé résolument samedi à Montréal vers la mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le climat quand les Américains ont soudainement fait volte-face après avoir semblé assouplir leur position.

«Nous sommes heureux du succès de notre réunion» et de la réaffirmation que «l'accord de Paris est irréversible et non négociable», a déclaré la ministre canadienne du Changement climatique Catherine McKenna lors de la conférence de presse finale.

Un rappel direct aux Etats-Unis de leur signature —certes par la précédente administration— d'un accord entériné fin 2015 à Paris par près de 200 pays dans le monde et dont le président Donald Trump avait en juin annoncé son retrait.

Afin de respecter un calendrier ébranlé par la décision de Donald Trump, l'Union européenne, la Chine et le Canada ont pris les rênes et affiché leur volonté d'aller de l'avant.

Les Américains, qui avaient envoyé à Montréal un délégué, ont d'abord rassuré les négociateurs climat avant de faire volte-face quelques heures plus tard depuis Washington.

Miguel Arias Cañete, commissaire européen à l'Action pour le climat, a rapporté les propos du représentant américain, Everett Eissenstat, qui avait assuré que les Etats-Unis «ne renégocieraient pas l'accord de Paris mais qu'ils allaient passer en revue les termes sur lesquels ils sont engagés par cet accord».

«Personne ne remet en cause l'accord de Paris et même les Etats-Unis ont réaffirmé que cet accord était irréversible et qu'en conséquence, ils ne vont pas le renégocier», a également confirmé Nicolas Hulot, le ministre français de la Transition écologique.

Mais depuis Washington samedi soir, la présidence américaine faisait volte-face : «Il n'y a eu aucun changement dans la position des Etats-Unis à l'égard de l'accord de Paris», a répliqué la porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Huckabee Sanders.

- 'Les Etats-Unis se retirent' -
«Comme le président (Trump) l'a clairement dit à plusieurs reprises, les Etats-Unis se retirent, à moins que nous puissions le réintégrer avec des termes plus favorables à notre pays», a-t-elle ajouté.

Un flou qui n'inquiète pas car, selon Nicolas

Hulot, les Etats américains comme la Californie, les grandes villes mais aussi «les grands et petits acteurs économiques vont par leur dynamisme compenser le frein» qui peut être mis par «l'attitude de l'administration du président américain».

Avec ou sans les Américains, le temps presse et la mise en place des dispositions de l'accord de Paris de réduction des émissions doit être amplifiée tout en gardant l'objectif de limiter, dans l'idéal, la hausse de la température moyenne de la planète à +1,5 degré Celsius en 2050 par rapport à son niveau de l'ère pré-industrielle.

«Nous pouvons faire plus pour augmenter nos ambitions», a assuré Catherine McKenna. «L'accord doit être dynamique et on ne doit pas s'en tenir là, les phénomènes (météorologiques) vont plus vite que nos propres engagements», a averti M. Hulot.

«Quelle que soit la puissance des Etats, personne n'est à l'abri des changements climatiques», a-t-il ajouté en référence aux Etats-Unis touchés par les inondations à Houston ou les ravages de l'ouragan Irma en Floride. L'objet de la conférence était aussi, selon M.

Arias Cañete, de travailler à élaborer «un recueil de règles pour nous permettre de suivre, de vérifier et de comparer» le niveau des émissions par pays.

Le calendrier, a souligné M. Arias Cañete, est d'avoir ce «recueil de règles (...)» avant la COP24 de Katowice (Pologne) fin 2018.

D'ici là, les négociateurs vont se retrouver en novembre à Bonn (Allemagne), un rendez-vous qui va être «une bonne opportunité pour réaffirmer la vision collective affichée à Paris (en 2015) car il est important de raviver la vision et la passion que nous avons alors manifestées», a indiqué Nazhat Shameem Khan, négociatrice pour le climat pour Fidji et qui présidera cette COP23.

La conférence ministérielle s'est déroulée 30 ans jour pour jour après la signature du Protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone. Ce premier accord significatif pour l'environnement a permis «d'éliminer plus de 99% des substances qui appauvrissent la couche d'ozone», a estimé Mme McKenna en rappelant que d'ici le milieu du siècle cette couche devrait être reconstituée.

AFP

Le 11 septembre et l'insoluble drame afghan



Alors que le souvenir du 11 septembre s'estompe dans les mémoires, deux nouvelles solutions s'offrent à l'Afghanistan : l'une fait appel aux USA, l'autre à l'Asie

Par Pepe Escobar

Seize ans après le 11 septembre et les bombardements qui ont ensuite renversé les talibans, où en sommes-nous ?

Oussama Ben Laden n'est plus. Al-Qaïda n'existe pas en Afghanistan, mais infeste la province d'Idlib en Syrie, où il s'est métamorphosé en Hayat Tahrir al-Cham, anciennement Front Al-Nosra, soit 30 000 djihadistes expérimentés qui avaient absorbé des brigades d'autres groupes de « rebelles modérés ». Les talibans contrôlent de facto plus de 60% de l'Afghanistan.

Les mini-renforts récemment annoncés par l'administration Trump (4000 soldats en plus des 11 000 actuels) ne sont pas susceptibles de changer la donne sur le terrain, non plus que le plan originel d'Erik Prince, (1) qui était de déployer une armée privée. Après l'annonce des nouveaux renforts, Prince a dévoilé qu'à l'origine, le Conseiller à la Sécurité nationale H.R. McMaster avait demandé 70 000 à 8000 soldats de plus.

Comparons ensuite la stratégie de la solution du Pentagone avec celle de Pékin.

Le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi, à la fin juin de cette année, a arbitré un accord entre le Pakistan et l'Afghanistan pour l'instauration d'un mécanisme de gestion de crise, qui sera soutenu par la Chine, et qui l'autorisera à agir comme médiateur entre Kaboul et Islamabad. Une fois l'affaire en place, Yi tentera sûrement de reconstruire le Quadrilateral Cooperation Group, un groupe de discussion composé de l'Afghanistan, du Pakistan, de la Chine et des USA.

Les discussions Af-Pak-Chine – qui se tiendront à Pékin plus tard dans l'année – ont été scellés la semaine dernière, au cours de la première visite à l'étranger du ministre des Affaires étrangères pakistanais Khawaja Asif, qui s'est déplacé à Pékin. Les discussions se concentreront sur la façon de négocier avec les talibans – un contraste frappant avec la stratégie des gros bras du Pentagone de l'administration Trump.

Ce qui est extraordinaire est que Yi a applaudi les efforts d'Islamabad contre le terrorisme quelques jours seulement après le

sommet des BRICS de Xiamen, où la Chine a compté parmi les membres qui ont déclaré Lashkar-e-Toiba et Jaish-e-Mohammed – deux groupes basés au Pakistan – organisations terroristes.

Pour sa part, le leader populaire de l'opposition pakistanaise Imran Khan, chef du Mouvement du Pakistan pour la Justice, le parti qui règne sur la province ultra-sensible du nord-ouest (contiguë à l'Afghanistan), privilégie le dialogue et l'ouverture des frontières.

Et tout ceci, alors qu'Islamabad est en train de construire une barricade sur ses 2600 kilomètres de frontière extrêmement poreuse (après tout, ce sont des cousins pachounes des deux côtés). La justification en est d'améliorer la dynamique antiterroriste. Et pourtant, Kaboul y est fermement opposé – parce que les Afghans contestent avec vigueur la ligne Durand établie par l'empire britannique.

La perspective de Khan reflète une bonne partie de l'opinion publique pakistanaise, pour qui la meilleure feuille de route ne consiste pas en une intensification de l'intervention militaire américaine, mais en un processus politique inclusif.

Dans son rôle de médiation, Pékin avance avec prudence dans un champ de mines également porteur de frictions supplémentaires possibles avec l'Inde.

La perception de la majorité de l'opinion pakistanaise, qu'elle soit justifiée ou non, est que les attaques terroristes – dont la plupart, au fait, se produisent dans la province de Khyber Pakhtunkhwa – ont leur origine en Afghanistan et sont « contrôlées » par l'Inde.

New Delhi rivalise activement avec Pékin en investissant substantiellement en Afghanistan, non seulement dans des projets de reconstruction, mais surtout dans une des bases de la stratégie de connectivité indienne ; l'accord trilatéral de 550 millions de dollars, avec l'Afghanistan et l'Iran, pour développer le port de Chabahar en Iran, qui doit être reconfiguré comme plate-forme d'une mini-Route de la soie méridionale indienne contournant le Pakistan.

Le Pakistan est allié avec la Chine – et la destination de l'un des socles de la nouvelle Route de la soie, alias Initiative Belt and Road ; le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC). Pékin sait très bien qu'Islamabad ne peut pas davantage accepter un gouvernement pro-Inde à Kaboul que le retour des incontrôlables talibans au pouvoir. Pour leur part, les talibans savent qu'ils gagnent dans tout le pays (même si les grands centres urbains leurs échappent). Ils n'ont pas de raison pressante de venir à la table des négocia-

tions ; et quand ils le feront, ils demanderont à jouer un véritable rôle.

Les marchands de TAPI

Il se trouve que ce rôle concerne l'un des soap-opéras préférés du Pipelinistan, que je suis depuis des années, le pipeline à 10 milliards de dollars Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI).

Ces derniers temps ont vu quelques signes de vie. Kaboul a publié un projet détaillé pour son tronçon du TAPI. Islamabad fait des études de terrain et prépare son projet.

Le soap-opéra du TAPI reste le seul bon pari pour l'augmentation des exportations de gaz naturel du Turkménistan. A cause de l'incompétence de l'Union Européenne en matière d'accords, un pipeline trans-caspien est encore moins faisable.

De fait, personne ne sait si le TAPI se fera un jour ; la dernière date prévue pour la fin de sa construction est 2020. Il est toujours important de se rappeler que le TAPI était un rêve américain de la première administration Clinton, quand les talibans étaient considérés comme des alliés des USA, et qu'ils visitaient même Houston pour des accords énergétiques.

Le Pentagone ou l'OCS ?

La politique afghane de la Chine est prudemment conduite par le Conseiller d'État chinois Yang Jiechi – qui a eu un briefing spécial de la part du Secrétaire d'Etat Rex Tillerson après l'annonce des mini-renforts de l'administration Trump. Cette politique suit trois vecteurs :

Le premier est le contre-terrorisme – l'un des moteurs de l'Organisation de coopération de Shanghai. Dans les circonstances actuelles, cela signifie un combat régional concerté contre toute expansion possible de Daech en Asie Centrale, notamment « ISIS-Khorassan ».

Le deuxième concerne des investissements de taille dans l'extraction de minerais afghans, particulièrement le marbre, le lithium et le cuivre.

Le troisième est la connectivité, avec l'Afghanistan à l'intersection de l'Asie Centrale et du Sud, idéalement situé en tant que plate-forme de la nouvelle Route de la soie. Des trains de fret de Chine occidentale arrivent jusqu'à une ville frontalière du nord de l'Afghanistan, Hairatan, depuis un an déjà.

La Russie, pour sa part, ne « soutient » pas les talibans – contrairement à ce que dit

l'OTAN. Comme peut en attester Sun Zhuangzhi, secrétaire général du Centre de recherches de l'OCS (qui dépend de l'Académie chinoise de sciences sociales), ce qui s'est développé au cours des sommets annuels de l'OCS depuis 2002 est une position commune, adoptée par le partenariat russo-chinois, selon laquelle les talibans doivent avoir leur place dans un processus de réconciliation nationale afghan. Tout particulièrement depuis que les talibans ont rendu public leur soutien aux investissements étrangers dans des infrastructures – en chemins de fer, pipelines, et même mines – à la seule condition qu'ils soient dans l'intérêt du peuple afghan.

Intégrer les talibans au processus de paix implique aussi qu'ils doivent se battre contre une poussée de Daech, quelque chose qui est déjà entamé.

Et cette solution entièrement asiatique doit être mise en oeuvre sous l'égide de l'OCS, dont la Russie, la Chine, l'Inde et le Pakistan sont des membres à part entière, et l'Afghanistan un observateur et futur membre.

Rien d'étonnant, donc, si la micro-montée en puissance du Pentagone en Afghanistan a été interprétée à travers toute l'Eurasie – notamment en Chine, en Russie, en Iran et au Pakistan – sous deux angles :

La possibilité pour les USA d'emporter une part du gâteau à 1 trillion de dollars des ressources en minéraux du sous-sol afghan. Trump y a fait allusion, les Chinois et les Russes sont également intéressés.

Une base militaire avancée pour tenter de harceler/entraver/handicaper la nouvelle Route de la soie et l'intégration eurasiennne – dans le cadre d'une guerre économique contre les pôles eurasiens Russie, Chine, Iran.

Rien de tout ceci n'a de rapport avec la guerre contre le terrorisme, que l'administration Obama avait rebaptisée Opérations d'urgence à l'étranger. Malgré tout, la realpolitik dicte aujourd'hui que toute solution, sur le dramatique échiquier afghan, à ce qui s'est traduit pour les USA par 16 ans de guerre, devra impliquer la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran et le Pakistan.

Ce sont les enjeux actuels de l'Afghanistan, avec le 11 septembre qui s'efface des mémoires ; soit la solution du Pentagone, soit une solution intégralement asiatique.

Pepe Escobar

Attentat au Royaume-Uni

Un deuxième suspect arrêté

La police britannique a arrêté un deuxième suspect dans l'attentat à la bombe commis dans le métro londonien à Parsons Green vendredi et revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique.

L'homme âgé de 21 ans a été arrêté dans la banlieue ouest de Londres, à Hounslow, aux alentours de 23h50 (22h50 GMT) samedi, a précisé un communiqué de la police dimanche. Samedi matin, un suspect âgé de 18 ans avait été arrêté, quelques heures après l'attentat qui a fait 30 blessés. La police avait précisé samedi soir qu'elle recherchait d'éventuels complices.

«Notre priorité (...) est d'identifier et localiser tout autre suspect potentiel», avait déclaré Neil Basu, un responsable de l'anti-terrorisme au sein de la police londonienne lors d'un point presse. Vers 07h50 (06h50 GMT) samedi, la police a arrêté un homme de 18 ans pour son implication présumée dans «la perpétration, la préparation ou l'instigation d'un acte de terrorisme», avait-il précisé. L'attentat -le cinquième en six mois au



Royaume-Uni - a été perpétré dans une rame en pleine heure de pointe vers 08h20 (07h20 GMT), dans la station de Parsons Green, située dans un quartier aisé du sud-ouest de Londres, au moyen d'un engin explosif artisanal.

L'arrestation du premier suspect, âgé de 18 ans, qualifiée de «très importante» par la police, est intervenue dans la zone de départ du port de Douvres, un point de transit vers l'autre rive de la Manche.

Elle a entraîné l'évacuation partielle du port vers 11h40 (10h40 GMT) afin de permettre «de fouiller les lieux par mesure de précaution». Cette opération a permis à la police de mettre la main sur «plusieurs objets», tandis que le suspect a été transféré dans un commissariat de Londres, a détaillé

M. Basu.

Niveau d'alerte maximal

Dans un message télévisé diffusé à l'issue d'une réunion d'urgence du gouvernement, la ministre de l'Intérieur, Amber Rudd, a souligné samedi qu'il était «beaucoup trop tôt» pour dire s'il était connu des forces de l'ordre, comme l'avait affirmé la veille Donald Trump sur Twitter. Ces propos du président américain avaient fâché la Première ministre Theresa May.

«C'est une enquête qui avance très vite. Nous avons réalisé des progrès considérables (...) et nous continuerons à faire de notre mieux pour réduire les menaces dans ce pays», a déclaré la patronne de la police londonienne, Cressida Dick, sur la BBC.

La police a partiellement évacué samedi un quartier résidentiel de Sunbury-on-Thames, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Londres, établissant un cordon de sécurité d'un rayon de 100 mètres autour d'une maison pour y mener une perquisition.

Craignant une autre attaque «imminente», le centre britannique d'analyse du terrorisme a maintenu samedi à «critique» le niveau d'alerte terroriste, relevé la veille à ce maximum pour la deuxième fois en quelques mois.

- 1.000 policiers redéployés -

Theresa May a annoncé, dans un message télévisé vendredi, que des militaires seraient déployés sur des sites clés non accessibles au public, pour permettre un renforcement de la présence de policiers dans les endroits publics, notamment les transports, les endroits très fréquentés et les sites touristiques.

Le bilan de l'attentat aurait pu être bien pire, selon Theresa May, qui a estimé vendredi que l'engin explosif était destiné à faire «d'énormes dégâts».

Des photos diffusées sur Twitter montraient un seau blanc en train de brûler mais peu abîmé, dans un sac de congélation de supermarché LIDL à l'intérieur d'un wagon du métro, et dont sortaient des fils électriques. Un témoin, Peter Crowley, avait dit avoir vu «une boule de feu».

Les restes de la bombe sont examinés par des scientifiques, selon la police. Interrogée par l'AFP, celle-ci n'a pas souhaité commenter des informations de médias britanniques selon lesquelles le retardateur de la bombe n'avait pas fonctionné et l'engin contenait des clous et du TATP, un explosif prisé des jihadistes.

Le Royaume-Uni a été frappé ces derniers mois par une vague d'attaques qui ont fait 35 morts, dans un contexte de multiplication des attentats jihadistes en Europe.

Le gouvernement britannique a dit dimanche vouloir conclure avec l'Union européenne un nouveau traité de sécurité, qui permettrait de poursuivre la coopération en matière de lutte contre le crime et le terrorisme après le Brexit.

«Un traité fournirait une base légale pour poursuivre la coopération policière, sécuritaire et pénale après notre sortie de l'UE», a expliqué l'exécutif dans un communiqué diffusé avant la publication lundi d'un document de travail sur le sujet.

AFP

Guatemala

Appel à la grève générale contre la corruption

Des syndicats et des associations paysannes et indigènes guatémaltèques ont appelé à une grève générale mercredi pour exiger la démission du président Jimmy Morales, fragilisé par des scandales d'argent sale, alors que le pays est déjà secouré par des manifestations.

Vendredi soir, la police guatémaltèque est intervenue à coups de gaz lacrymogène pour faire sortir du Parlement les députés qui y étaient retenus depuis sept heures par des milliers de manifestants bloquant les issues. Ils protestaient contre deux réformes du code pénal qui assouplissaient les sanctions en cas de financement illégal des partis politiques. Face aux manifestations et protestations depuis mercredi, le Parlement a finalement annoncé vendredi matin que ces textes étaient retirés.

Ces réformes, qui devaient encore être promulguées par le président Jimmy Morales, ont été classées et «ne reviendront plus jamais sur le tapis juridique», a déclaré le président du Parlement, le député d'opposition Oscar Chinchilla. Mercredi soir, 107 des 158 députés avaient voté en urgence une loi prévoyant que les secrétaires généraux des partis ne puissent pas être directement inquiétés en cas de délit de financement illégal. Deux jours plus tôt, le Parlement avait rejeté la demande du Parquet et d'une commission anti-corruption de l'ONU (Cicig) de lever l'immunité du président Morales, afin qu'il soit jugé pour de possibles irrégularités dans le financement de sa campagne en 2015.

Le président Jimmy Morales était alors secrétaire général du parti FCN-Nacion (droite). Ce pays est le théâtre d'une lutte de pouvoirs entre le président Morales et la Cicig. Le 25 août, le Parquet guatémaltèque et la Cicig avaient demandé la levée de l'immunité du chef de l'Etat. Furieux, Jimmy Morales avait réagi deux jours plus tard en accusant le chef de la Cicig, le Colombien Ivan Velasquez, de s'immiscer dans les affaires internes du pays et en ordonnant son expulsion immédiate. Cette décision, qui a déclenché des manifestations hostiles de Guatémaltèques, a été finalement annulée par la Cour constitutionnelle.

AFP

Japon

Typhon sur le sud, avions et trains bloqués

Un puissant typhon a touché terre dimanche dans le sud du Japon, accompagné de pluies torrentielles et de vents violents qui ont obligé les autorités à annuler des centaines de vols et stopper le trafic ferroviaire.

Le typhon Talim est arrivé sur Kyushu, la plus méridionale des quatre grandes îles du Japon, avec des vents allant jusqu'à 162 km/h, et des menaces de grosses vagues, d'inondations et de pos-

sibles glissements de terrain, selon l'Agence météorologique japonaise.

Au moins 644 vols ont été annulés, selon la télévision publique NHK, et la compagnie locale de chemins de fer, JR Kyushu Railway, a annoncé que le trafic était suspendu sur toutes les grandes lignes de la région.

Le typhon devrait ensuite se diriger vers le nord, arrosant de ses pluies une grande partie du pays, dont Tokyo.

Philippines

L'armée revendique une prise importante à Marawi

L'armée philippine a affirmé dimanche s'être emparée du centre de commandement des terroristes qui ont pris le contrôle, en mai dernier, d'une grande partie de la ville de Marawi.

Voilà quatre mois que les militaires philippins sont engagés dans de violents combats de rue pour déloger les extrémistes, qui se réclament du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI).

L'armée a affirmé dimanche qu'elle s'était emparée du centre de commandement des terroristes à l'issue d'une bataille sanglante engagée samedi dans

une mosquée et un autre bâtiment.

«Cette prise énorme affaiblit encore le groupe terroriste en le privant de son ancien centre de commandement et de contrôle», a déclaré dans un communiqué le général Eduardo Ano.

«Les opérations de nettoyage se poursuivent, et nous nous attendons à ce que l'ennemi abandonne davantage de positions occupées par le passé, ce qu'il ne fera pas sans combattre», a-t-il ajouté. «Nous sommes prêts pour cela.»

Les combats avaient débuté fin mai à la suite d'une tentative ratée d'arrêter Isnilon Hapilon, l'un des hommes les plus

Avant d'arriver sur Kyushu, il avait frappé les petites îles de l'archipel d'Okinawa, où la ville de Miyako a enregistré les pluies les plus abondantes en 24h qu'elle ait connues depuis cinquante ans.

Les typhons frappent régulièrement le Japon. Il y a un an, Lionrock avait fait 22 morts, et le mois dernier, Noru avait fait deux morts et 51 blessés.

AFP

recherchés au monde, considéré comme le chef de file de l'EI en Asie du Sud-Est.

Des centaines de terroristes, parmi lesquels des combattants étrangers, avaient alors semé le chaos dans Marawi, se retranchant dans des quartiers de la ville.

L'armée, qui n'est toujours pas parvenue à les déloger, avait expliqué ensuite que la tentative de capture d'Hapilon avait poussé les terroristes à lancer prématurément un projet de prise de contrôle de cette ville pour en faire un califat inspiré de celui créé par l'EI en Syrie et en Irak.

Riad D.

Forum des créateurs africains

Les participants plaident pour le renforcement de la protection des droits d'auteur

Les participants au Forum des créateurs africains ont appelé vendredi à Alger à mettre en place des mécanismes juridiques en vue de renforcer la protection des créateurs africains et la lutte contre le piratage et les atteintes aux droits de la propriété artistique.



Intervenant lors d'un débat intitulé «perspectives et solutions pour la gestion des droits d'auteurs en Afrique», la présidente du Conseil d'administration de la Confédération internationale des auteurs et compositeurs (Cisac), Vieira Irène, a déploré un «faible» recouvrement des redevances et autres droits versés aux auteurs, précisant que le taux ne dépasse pas les 10% en Afrique.

Egalement directrice générale du Bureau ivoirien du droit d'auteur (Burida), Vieira Irène a appelé les dirigeants de sociétés d'auteurs à œuvrer pour la mise en place d'un dispositif législatif permettant la collecte des redevances et droits des créateurs.

Pour sa part, Sophie Sissie, membre du Conseil d'administration de la Société sénégalaise du droit d'auteur et des droits voisins (Sodav), a insisté sur la réduction des charges des sociétés d'auteurs qui, a-t-elle souhaité, devaient profiter aux créateurs.

Pour elle, la protection des droits des créateurs consiste à opérer une refonte du cadre

réglementaire régissant les organismes publics et privés, chargés de la gestion collective des droits d'auteurs, plaçant pour répartition «équilibrée» entre les rémunérations des artistes et les charges administratives.

Déplorant l'absence d'un dispositif législatif instituant la rémunération sur la «copie privée», une redevance forfaitaire versée au profit des créateurs par les importateurs pour compenser la perte occasionnée par l'utilisation privée de leurs œuvres faisant l'objet d'enregistrement sur les supports multimédia, Sophie Sissie, a expliqué que l'instauration de cette redevance constitue une source de financement notamment pour les créateurs.

De son côté, le directeur général du Bureau marocain des droits d'auteur, Ismaïl Menkari, a plaidé pour l'instauration et la consolidation des mécanismes réglementaires pour protéger les intérêts des créateurs, rappelant que son pays a adopté dernièrement une loi instituant la redevance de la «copie privée».

Le directeur général de la Cisac, Gadi Oron, a quant à lui,

invité les participants à œuvrer de manière (commune) à instaurer un dispositif législatif pour garantir les intérêts des créateurs, relevant que seuls quatre pays africains dont l'Algérie disposaient de loi instaurant la redevance de la «copie privée».

D'autres intervenants ont également recommandé de mettre en place des mesures obligeant les plates-formes, éditeurs électroniques et les chaînes de télévision de droit étranger à «payer des redevances sur les droits d'auteurs dont les œuvres sont illégalement exploitées».

ONDA : 5 milliards de dinars collectés en 2016

Volet formation, les participants s'accordent à cordonner leurs efforts en vue d'assurer des cycles de formation au profit des sociétés chargées de la gestion collective des droits d'auteurs des pays africains.

Les recettes de l'Onda collectées au titre du versement des redevances de la «copie privée» et les droits d'auteurs ont

atteint 5 milliards de dinars (environ 50 millions de dollars), a indiqué vendredi le directeur général de l'Onda, Sami Bencheikh El Hocine, dans une déclaration à l'APS en marge du Forum des créateurs africains.

Les redevances sur la copie privée, une taxe forfaitaire reversée, notamment aux auteurs de musique pour compenser les pertes occasionnées par l'utilisation privée de leurs œuvres, ont atteint «2,2 milliards de dinars (22 millions de dollars)», a précisé M. Bencheikh.

Le DG de l'Onda a expliqué que cette rémunération qui représente 6% du prix de vente public, s'applique sur tous les supports électroniques et appareils informatiques (flash disk, dictaphone, récepteur numérique) pouvant enregistrer, à usage privé, des œuvres audiovisuelles, conformément aux dispositions de la redevance sur la «copie privée», instaurée en 2001 par décret.

Reda A.

Décédé d'un arrêt cardiaque

Le maestro Rachid Saouli n'est plus

Le chef d'orchestre de musique symphonique, Rachid Saouli, est décédé dans la matinée de samedi à Alger, d'un arrêt cardiaque à l'âge de 65 ans et a été inhumé dans l'après-midi, au cimetière d'El Alia, a-t-on appris du directeur de l'Institut national supérieur de musique (Insm), Abdelkader Bouazara.

Compositeur et arrangeur émérite, le défunt s'était notamment illustré par sa maîtrise et sa rigueur à diriger durant plusieurs années, l'Orchestre symphonique national (OSN), rebaptisé depuis, Orchestre de l'Opéra d'Alger.

Ayant repris avec l'OSN, auquel il avait écrit plusieurs ouvertures, les plus grandes œuvres universelles des plus célèbres compositeurs de la musique classique, Rachid Saouli, jaloux de son identité culturelle, mettra son savoir-faire au service de la mise en valeur du patrimoine culturel algérien qu'il élèvera au rang de l'universalité en reprenant plusieurs pièces de toutes les régions d'Algérie, qu'il réécrit dans des distributions musicales polyphoniques des plus recherchées. Parmi les œuvres du patrimoine algérien que le défunt avait repris, *Andalousia*, *Ahlan wa Sahlan*, *Bakhta*, *Yemma Gouraya*, et les noubas, *Rasd Dil* et *Sika*, entre autres.

Rachid Saouli avait également collaboré avec de grands artistes, dont les répertoires respectifs avaient été brillamment revisités et soumis à son génie d'arrangeur, à l'instar de Akli Yahiaten, Mokdad Zerrouk, Samir Toumi et Abdelaziz Benzina.

Un hommage appuyé sera rendu au mérite et au talent du défunt le aujourd'hui à l'Institut national supérieur de musique (Insm), selon Abdelkader Bouazara.

R. K.

Baghdad

Un «Festival de la paix» pour changer le regard sur l'Irak

Des centaines d'Irakiens, au pied d'une scène où jouent des musiciens, renouent avec les plaisirs d'une vie ordinaire, à travers la tenue, contre vents et marées, du 7^e Festival «Baghdad, ville de la paix», organisé dans un parc au bord du Tigre, (Dajla), rapportent des médias. Au programme de ce festival également, des expositions de calligraphies et de peintures et un petit marché d'artisanat, dont l'accès, délimité par des barbelés, est strictement encadré par les forces de sécurité qui filtrent la foule de femmes et d'hommes de tous âges, aux habits apprêtés ou au look décontracté savamment travaillé. A Baghdad, où vivent près de huit millions d'habitants, la plupart des lieux de culture ont fermé au fil des ans, suite aux événements politiques et aux conflits armés qui frappent l'Irak depuis une trentaine d'années l'Irak.

L'ensemble des jeunes venus à ce festival, entendent dire au monde entier que le peuple irakien «aime la paix et la vie», rapporte la même source.

R. K.

Théâtre régional de Mascara

Participation au prochain Festival du théâtre arabe en Jordanie

Le Théâtre régional de Mascara participera mi-novembre prochain à la 24^{ème} édition du Festival du théâtre arabe dans la capitale jordanienne, Amman, a-t-on appris samedi de son directeur.

Le théâtre de Mascara participera sous la tutelle du ministère de la Culture à cette manifestation théâtrale arabe, qui sera organisée du 14 au 24 novembre prochain, avec la pièce *Carte Postale*, produite en 2016 et mise en scène par Kada Chalabi.

Cette œuvre théâtrale, adaptée par Fethi Kafi de *El Faloudj* de l'écrivain Mohamed Bourahla, traite de la froideur dans les liens sociaux et du matérialisme qui menace la relation familiale, explique le metteur en scène.

Un changement a été opéré sur la liste des sept comédiens qui feront le déplacement pour la Jordanie. La comédienne Hossam Yamina a été remplacée par Nouar Dalila du théâtre régional de Sidi Bel Abbès, a-t-il fait

savoir. Aucun autre changement ne sera opéré, ainsi Mohamed Farimehdi campera le rôle principal, Hamza Djaballah se chargera de la scénographie, Aïssa Chouat de la chorégraphie et Hassan Lamamra de la musique, a-t-on précisé. Pour rappel, l'association Chourouk de la wilaya de Mascara avait décroché un prix à l'édition 2006 du Festival du théâtre arabe en Jordanie grâce à la pièce «Souvenir d'Alsace».

R. K.

Il n'y a que deux espèces d'êtres humains :
ceux qui ont tué et ceux qui n'ont pas tué.
Colette



" Et qui pardonne au crime en devient complice. "

Voltaire

Le prince William en est sûr

La princesse Charlotte lui causera des soucis en grandissant

Le prince William est un peu anxieux ces temps-ci. Depuis l'annonce de la grossesse de Kate Middleton, le duc de Cambridge donne régulièrement des nouvelles de son épouse, mais semble dormir très peu. Lors d'une visite au centre des urgences et de traumatologie à l'hôpital de Aintree à Liverpool, le prince a confié que sa fille Charlotte, 2 ans, semble plus difficile que son frère. Une attitude qui effraie son papa pour l'avenir.

La princesse Charlotte donnerait du fil à retordre au prince William et à son épouse Kate Middleton. On a déjà vu la petite fille faire une grosse colère à l'aéroport d'Hambourg pendant la tournée diplomatique européenne de ses parents cet été. Un caprice que la duchesse de Cambridge a eu du mal à canaliser. Mais depuis l'annonce de la nouvelle grossesse de sa femme, le prince William dort peu et n'aime pas voir son épouse malade. De plus, le duc de Cambridge ne cache pas son anxiété vis-à-vis de la cadette du prince George.

Lors d'une visite au centre de soins et de traumatologie à l'hôpital Aintree à Liverpool vendredi 15 septembre, le jeune papa n'a pas caché son appréhension vis-à-vis du comportement de sa petite dernière. «George fait déjà sa loi et Charlotte n'est pas loin derrière», s'est-il amusé à dire aux patients qu'il a rencontré. Le fils aîné de Lady Diana n'était pas vraiment pour un troisième enfant et n'a pas hâte de voir ses enfants grandir trop vite. «Je pense qu'elle va causer des problèmes quand elle sera plus grande», admet le prince William à propos de la princesse Charlotte avant d'ajouter, «tous les papa disent ça».

En attendant que la petite Charlotte intègre le jardin d'enfants de l'école Saint-Thomas de Battersea en début d'année 2018, c'est bien avec ses deux parents qu'elle va continuer à passer ses journées entre deux cours de danse. Son frère George est entré à l'école Saint-Thomas de Battersea, le 7 septembre dernier. Très timide, le petit garçon vêtu de son uniforme n'a pas lâché la main de son père jusqu'à sa classe.



FORME

Sept conseils pour surmonter une nuit blanche

Si vous passez la nuit sans dormir, voici quelques conseils pour être en forme, demain, au boulot.

ÉVEILLEZ VOTRE REGARD

Avant d'attaquer la journée, il s'annonce très très longue, pensez à sauver les apparences et avoir l'air en forme. Pour éviter que vos petits yeux endormis ne trahissent la folle nuit que vous avez vécue, il faut réussir à les dégonfler. Pour cela, une méthode de grand-mère qui a déjà fait ses preuves : appliquez sur chaque œil une rondelle de concombre pendant une quinzaine de minutes. L'objectif est de décongestionner les poches et de faciliter la circulation du sang. Ensuite, utilisez un anti-cernes, un ton plus clair que votre couleur de peau naturelle pour éclaircir le regard et atténuer le côté violacé des cernes. Méfiez-vous cependant des teintes trop claires qui peuvent donner un effet gris !

FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Le petit déjeuner est d'autant plus capital que votre corps n'a pas pu recharger ses batteries pendant la nuit. Faites donc le plein de vitamines en consommant des fruits frais et n'oubliez pas les sucres lents, présents dans le pain complet ou les céréales.

FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Au déjeuner, ne vous jetez pas sur les plats riches en graisses et en sauce, cela pèserait sur votre estomac et vous plongerait dans un état de somnolence tout le reste de la journée. Préférez un plat léger et riches en protéines, composé de poisson (moins lourd que la viande), de légumes et de pâtes pour vous permettre de tenir jusqu'au dîner.

nuit blanche : prenez une douche dynamisante. Contrairement aux idées reçues, une douche qui réveille n'est pas forcément froide. Inutile de vous punir en prenant une douche

glacée ! Elle pourrait même provoquer l'effet inverse en faisant baisser la température de votre corps et vous donnant ainsi envie de vous blottir au fond du lit.

PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Une douche tiède, pas trop longue, suffit à redémarrer. De plus, après une nuit blanche, le corps manque cruellement de repos, pas la peine d'en rajouter. Si vous avez passé la nuit à danser ou debout dans un bar, un jet d'eau froide sur les jambes peut cependant être utile pour faciliter la circulation sanguine et favori-

ser le retour veineux, et ainsi éviter l'effet jambes lourdes qui risque de vous rattraper en fin de journée.

Un massage post nuit blanche : associée à une huile végétale neutre, l'huile essentielle de cyprès peut s'avérer très efficace. Après la douche (ou à la mi-journée) massez-vous les jambes avec ce mélange pour relancer la circulation des jambes.

SORTEZ

Pas facile de rester les yeux grands ouverts devant un ordinateur et sous la lumiè-

re des lampes de bureaux quand on n'a pas dormi de la nuit. N'hésitez donc pas à faire des pauses et à sortir le plus possible à l'extérieur pour prendre l'air.

Faire le tour du bâtiment où vous travaillez vous permettra de vous tenir éveillée et de vous rebooster un peu. De plus, s'exposer à la lumière naturelle du jour est le meilleur moyen de faire comprendre à votre organisme, dont l'horloge est un peu désorientée, que ce n'est (toujours) pas le moment de dormir mais d'être active !

SANTÉ

RHUME ET SINUSITE

Banal et bénin, le rhume, ou rhino-pharyngite, ne requiert que quelques mesures thérapeutiques extrêmement simples. Cependant, certaines personnes, les enfants notamment, sont exposées à des complications, pour lesquels un avis médical s'impose. Ainsi, mieux vaut ne pas laisser traîner... La sinusite peut évoluer assez vite vers la chronicité et poser de délicats problèmes de traitement. A moins de vivre en ermite, il est difficile d'échapper aux rhumes. Une conversation, des jeux entre enfants sont autant de voies royales offertes aux virus pour changer d'hôte. Écoulement nasal, nez bouché, éternuements, avec ou sans fièvre... Les enfants sont particulièrement exposés.

SINUSITES, DES RHUMES QUI DURENT ANORMALEMENT

Quand l'infection née dans les fosses

nasales se propage vers les sinus, la muqueuse qui tapisse ces derniers s'enflamme à son tour. L'orifice étroit qui les sépare

des fosses nasales se bouche et le piège se constitue. Le sinus s'infecte. C'est la sinusite.

Tendance lèvres

Le orange est le nouveau rouge

Tendance lèvres : le orange est le nouveau rouge - Les derniers défilés du printemps à Paris, Londres, Milan ou New-York sont formels : la couleur orange sera sur toutes les lèvres à la belle saison. Et d'ailleurs, on peut même commencer maintenant car le orange, c'est le nouveau rouge. Et que c'est un agréable contraste avec la grisaille. Tout comme le rouge, la couleur se décline en de nombreuses nuances. Carotte, abricot, saumon, melon, mandarine (que des bonnes choses !)... Il y a au moins une teinte qui saura nous séduire dans cette palette optimiste et solaire. L'étape d'après, c'est d'oser. Même s'il existe bel et bien une nuance appelée "orange citrouille", les teintes orangées ne sont absolument pas réservées à Halloween. Et savent illuminer un visage de manière très surprenante lorsqu'elles sont appliquées avec soin sur nos lèvres...



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe de la CAF - Quart de finale (aller) / MCA 1-Club Africain 0

Le Doyen réussit l'essentiel



Le Mouloudia d'Alger a fait une belle opération en prenant le dessus sur la formation tunisienne du Club Africain sur la plus petite des marges (1/0) lors du match comptant pour les quarts de finale aller de la Coupe de la Confédération africaine. Le Doyen des clubs algériens a ouvert le score à la 9' par l'intermédiaire de l'attaquant, Nekkache, qui a juste placé son pied après une ouverture millimétrée de Amada. Les Vert et

Rouge étaient dès le début déterminés à l'emporter et ont su gérer cette rencontre, malgré les assauts sporadiques des Tunisiens qui n'avaient pas, pour autant, baissé les bras et qui ont eu quelques occasions dangereuses. Cette victoire et même si elle n'est pas rassurante à cent pour cent donne des ailes pour les Mouloudéens qui ont réussi l'essentiel en attendant de confirmer au match retour qui se jouera le 24 septembre prochain à

Tunis et où ils devront bien tenir et surtout verrouiller tous pour éviter d'encaisser et donc de se faire remonter. Le coach français, Bernard Casoni, s'est dit satisfait de ce résultat qui lui permettra de continuer à travailler dans de bonnes conditions. «Nous avons réussi à marquer au moins un but à domicile, sans en encaisser le moindre et cela est une bonne chose pour nous», avouera le driver du Doyen. «Nous avons bien démarré ce match, en

ouvrant assez rapidement le score. Ce qui ne nous a pas empêché de continuer à jouer l'attaque à outrance, malgré le mauvais état du terrain, qui gênait considérablement nos joueurs dans le développement de leur jeu», a-t-il ajouté. De son côté, le coach du Club Africain, l'Italien, Marco Simone a avoué que son équipe était en phase de doute et c'est ce qui explique le début difficile de sa formation. Il expliquera aussi que le but du Mouloudia ne devait pas être validé car il y avait une position d'hors jeu qui l'a inscrit (Nekache). «Je ne mets pas pour autant la qualité de l'adversaire, qui sincèrement m'a impressionné. Le MCA possède de bons joueurs, rapides et très techniques. Même le gardien (Chaouchi) a fait un grand match, et pas uniquement en réussissant des arrêts décisifs, car ses bonnes relances au pied étaient tout aussi redoutables. Au final, nous ne perdons que par un but à zéro et d'après moi, ce retard est surmontable, surtout que le match retour se jouera chez nous, et devant notre public», a-t-il révélé.

Imad M.

FAF-FIFA

La coopération au centre de la rencontre Zetchi - Infantino

Les perspectives de coopération entre la Fédération algérienne de football (FAF) et la Fédération internationale (FIFA) dans différents domaines, notamment celui de la formation, ont été passées en revue par Kheireddine Zetchi et les responsables de l'instance internationale à l'occasion de la visite de travail effectué vendredi au siège de la FIFA à Zurich, a indiqué la FAF samedi. Le président de la FAF a été notamment reçu vendredi par le président de l'instance internationale de football, Gianni Infantino, pour une entrevue qui a duré environ une heure et vingt minutes, en présence du chef de cabinet du président de la FIFA et du Directeur du bureau régional de développement de la zone Afrique et Caraïbes, Veron Mosengo-Omba. Selon la même source, il a été question, dans cette entrevue, de dresser un constat de la réalité du football africain et des défis qu'il doit relever dans le contexte actuel du développement du football mondial, ainsi que de l'aspiration de l'Algérie, à travers la FAF, à s'inscrire dans un plan global de développement dont la formation sera le point d'orgue, mettant l'accent sur le programme de développement et l'ambitieux plan de réforme du football algérien adoptés par le Bureau fédéral. A la fin de l'entrevue, Zetchi a offert à Infantino un maillot de la sélection nationale algérienne de football. D'autre part, le président de la FAF a été reçu par Mme Fatma Samba Diouf Samoura, secrétaire général de la FIFA, en présence de Veron Mosengo-Omba, dans une audience d'une demi-heure au cours de laquelle les perspectives de coopération entre la FAF et la FIFA dans différents domaines, notamment celui de la formation, ont été passées en revue. Zetchi (51 ans) a été élu le 20 mars dernier nouveau président de la FAF en remplacement de Mohamed Raouraoua qui a décidé de ne pas briguer un autre mandat.

CABBA

Boughrara : «C'est notre véritable démarrage»

L'entraîneur du CA Bordj Bou Arreridj (Ligue professionnelle 2 de football), Liamine Boughrara, a qualifié samedi la victoire obtenu vendredi par son club à domicile contre le MC Saïda (4/0) pour le compte de la 3ème journée du championnat de «véritable démarrage en championnat». «Nous avons réussi à réaliser un résultat positif et notre premier but dès les premières minutes du match nous a donné de la confiance et permis de bien gérer le match que nous avons dominé de bout en bout», a souligné le driver du CABBA. Boughrara a indiqué avoir «mené un grand travail psychologique suite aux deux précédentes défaites et, en tant que staff technique, nous étions convaincu du sursaut dont sont capables nos joueurs». Cette victoire et le niveau affiché ont réconcilié les joueurs avec les supporters et devront nous permettre de continuer avec cette même détermination et performance pour placer le club dans le peloton de tête, a ajouté le coach. Le CABBA occupe actuellement la 8ème position au classement général avec 4 points et est distancé de 5 points par les co-leaders la JSM Skikda et l'AS Ain M'Ilila.

Ligue des champions africaine (1/4 de finale aller)

Précieux nul de l'USMA à Beira

Le représentant algérien, l'USM Alger, a pris une sérieuse option pour les demi-finales de la Ligue des champions africaine de football, en faisant match nul avec son homologue mozambicain, le Ferroviario Da Beira (1-1), mi-temps (0-0) en quart de finale «aller», joué samedi à Beira (Mozambique). L'USM Alger a ouvert le score par Oussama Derfelou (63'), avant que les locaux de Ferroviario n'égalisent à la 89e minute par Fabrice. Le match retour se déroulera le 23 septembre prochain au stade du 5 juillet (Alger) à partir de 18h30.

Ligue 1 Mobilis (3e journée)

La JSS et l'ESS nouveaux dauphins du CRB

La JS Saoura et l'ES Sétif sont les nouveaux dauphins du leader CR Belouizdad, à l'issue du déroulement de la 4e et dernière partie du championnat de Ligue 1 de football, étalée du lundi au samedi. D'abord, la formation du sud-ouest algérien, est restée intraitable en battant vendredi soir, l'USM Blida (2-0) grâce à Yahia-Chérif et un but contre son camp de Laifaoui. L'ES Sétif, championne en titre a clôturé cette journée en battant le nouveau promu, l'US Biskra sur un penalty sévère accordé par l'arbitre, et transformé par Djabou (23e). Le nouveau promu qui concède sa 3e défaite de rang, reste scotché à la dernière place en compagnie de l'USM Blida et de l'USM Harrach. Le dernier match de cette 3e journée s'est terminé sans vainqueur (0-0) entre

le MC Oran et le NA Hussein-Dey qui arraché un précieux point hors de ses bases. Après les derniers matchs joués ce samedi, le CS Constantine s'est retrouvé à la 4e place du classement général en battant l'USM Bel-Abbès (1-0), alors que l'Olympique de Médéa l'a emporté (1-0) contre l'USM El Harrach, au moment où le Paradou AC est revenu avec un nul (1-1) de son déplacement chez la JS Kabylie. La JS Kabylie avait relativement bien démarré son match contre le Paradou AC, ouvrant le score dès la dixième minute de jeu par Boukhenchouche. Mais les visiteurs avaient de la ressource et ont réussi à égaliser par Bouchina, auteur d'un coup franc direct à la 39e minute. Un résultat qui n'arrange aucun des deux antagonistes, qui restent au pied

du podium, avec respectivement 5 et 4 points. Pour sa part, l'Olympique de Médéa a su tirer profit de l'avantage du terrain pour remporter sa première victoire de la saison, aux dépense de l'USM El Harrach (1-0), grâce à Benali Benamar (60'). Un précieux succès, qui permet à l'OM de remonter au milieu du tableau, avec quatre points, au moment où les Harrachis restent lanterne rouge, avec trois défaites en autant de matchs. Cette troisième journée, a démarré lundi dernier, avec le match USM Alger - DRB Tadjenanet, qui s'était soldé par un score de parité (1-1). Les débats s'étaient poursuivis le lendemain, mardi, avec le déplacement du MC Alger chez le CR Belouizdad, où il a subi une défaite (2-0).

Ligue 2 Mobilis

3 entraîneurs jettent l'éponge à l'issue de la 3e journée

Trois entraîneurs ont démissionné de leur poste, à l'issue de la troisième journée de la Ligue 2 Mobilis de football disputée vendredi, donnant prématurément le coup d'envoi d'un interminable mouvement sur le banc de touche des clubs algériens qui ne cesse de battre tous les records. Youcef Bouzidi, Abdelghani Djabri et Majdi Kordi, ont tous les trois quitté leurs désormais ex-clubs, respectivement, le RC Relizane, l'A Bousaâda et le GC Mascara. Dans les trois cas, les techniciens en question n'ont pas

mâché leurs mots dans des déclarations à la presse, pointant du doigt leurs dirigeants, qui, selon leurs dires, n'ont pas mis les moyens nécessaires dont devrait avoir un club ayant le statut de «professionnel». En vérité, commentent les observateurs, les trois entraîneurs ont compris qu'au vu du départ mitigé de leur équipe en championnat, ils ne pouvaient éviter le limogeage. L'épée de Damoclès étant suspendue sur leurs têtes, les concernés ont préféré plutôt sauver la face, en quittant de leur propre gré

leurs poste. Les observateurs s'attendent du reste à une autre saison mouvementée sur le banc de touche des clubs de la Ligue 2, qui, à l'instar de ceux de la Ligue 1, n'hésitaient pas à «chasser» leurs coaches dès que les résultats sont défavorables. Un phénomène qui a pris de l'ampleur ces dernières saisons. C'est même devenue une «tradition» bien ancrée dans les mœurs footballistiques algériennes, et qui a de beaux jours encore devant elle, prédisent les spécialistes.

Cuba

Aide d'urgence de 5,7 millions de dollars après Irma

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a annoncé samedi qu'il allait accorder une aide d'urgence de 5,7 millions de dollars à Cuba, très affecté par le passage de l'ouragan Irma. Au cours d'une visite samedi à La Havane, le directeur exécutif du PAM David Beasley a annoncé l'octroi d'une aide immédiate de 1,5 million de dollars en aide alimentaire, dans le cadre d'un "soutien logistique" de quatre mois d'une valeur totale de 5,7 millions de dollars. Le PAM "est au côté des victimes de l'ouragan Irma à Cuba et prêt à soutenir le gouvernement cubain dans ses efforts de redressement", a-t-il ajouté. "L'opération débutera immédiatement avec la distribution gratuite de rations de riz et de haricots dans les zones prioritaires" à quelque 664.000 personnes, a indiqué par ailleurs un communiqué de cet organisme des Nations unies. Le bilan des dommages causés par le passage d'Irma à Cuba il y a une semaine est encore en cours d'évaluation, mais ONG et agences onusiennes prédisent déjà des mois délicats pour l'île, qui aura besoin de l'aide internationale pour s'en sortir. L'ouragan a fait dix morts sur la grande île caribéenne, dont 13 des 15 provinces et été affectées. "L'importance de la dévastation provoquée par Irma requiert que nous travaillions ensemble pour garantir un redressement immédiat et que la population puisse à nouveau disposer d'eau, d'aliments et d'un toit, et que l'économie puisse repartir", a ajouté M. Beasley. (APS)

R. I.

Brexit

Londres veut un nouveau traité de sécurité avec l'UE

Le gouvernement britannique a dit dimanche vouloir conclure avec l'Union européenne un nouveau traité de sécurité qui permettrait de poursuivre la coopération en matière de lutte contre le crime et le terrorisme après le Brexit. "Un traité fournirait une base légale pour poursuivre la coopération policière, sécuritaire et pénale après notre sortie de l'UE", a expliqué l'exécutif dans un communiqué diffusé avant la publication lundi d'un document de travail sur le sujet. Un traité permettrait ainsi d'éviter l'apparition de "lacunes opérationnelles" après le Brexit, prévu en mars 2019, a-t-il ajouté. Le document de travail, qui fera suite à d'autres prises de position sur la future relation douanière avec l'UE, la frontière nord-irlandaise ou encore la coopération en matière de défense, devra notamment préciser la position du Royaume-Uni sur son maintien ou non dans Europol, l'agence qui soutient les pays de l'UE dans la lutte contre la grande criminalité internationale et le terrorisme.

"Une coopération internationale efficace est absolument cruciale tant pour le Royaume-Uni que l'Union européenne si nous voulons maintenir nos citoyens en sécurité et traduire les criminels devant la justice", a déclaré David Davis, le ministre chargé du Brexit, dans le communiqué. "Nous avons déjà un niveau approfondi de collaboration avec l'UE sur les questions de sécurité et il est dans notre intérêt mutuel de trouver des moyens de l'améliorer", a-t-il ajouté. La Première ministre britannique, Theresa May, doit prononcer son prochain grand discours sur le Brexit le 22 septembre à Florence (Italie), trois jours avant le début du quatrième round de négociations avec Bruxelles sur les termes du divorce, le 25 septembre.

R. H.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

TROP DE MORTS SUR LES ROUTES



Mostaganem

Démantèlement d'un réseau international de trafic de véhicules



La brigade de lutte contre la contrebande et vol de véhicules relevant de la Sûreté de wilaya de Mostaganem a démantelé un réseau international de trafic de véhicules et de falsification de leurs documents de base, a-t-on appris dimanche du chargé de la communication de ce corps de sécurité. Ce réseau est composé de sept

personnes, âgés entre 27 et 41 ans, et originaires des wilayas de Mostaganem, Relizane, Alger, Oran, Tiaret et Boumerdès, a signalé à l'APS, le lieutenant de police, Bachir Belkacem.

Cette opération ayant fait l'objet d'enquête et de suivi durant neuf mois, a permis la récupération de 18 véhicules touristiques et utilitaires provenant de France et

d'Espagne via le port de Mostaganem. Ces véhicules portent des plaques d'immatriculation de plusieurs wilayas dont Saïda, Mostaganem, Relizane, Oran, Tlemcen et Tissemsilt. Lors de cette opération, il a été procédé à la saisie de 51 documents de base falsifiés des véhicules.

Les enquêteurs poursuivent leurs investigations à la recherche des 33 véhicules restants dont les dossiers de base ont été saisis, a-t-on ajouté de même source.

Les éléments de ce réseau ont été présentés hier devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem pour les chefs d'inculpation d'association de malfaiteurs, de trafic international de véhicules, de faux et usage de faux de dossiers de base.

R. H.

Tebessa

Chute des poutres d'une travée d'un pont en construction

Les poutres d'une travée d'un pont en construction de l'échangeur de la RN16 dans la wilaya de Tebessa sont tombées samedi suite à erreur de manutention des grues du chantier, a indiqué le ministère des Travaux publics et des Transports dans un communiqué en précisant qu'aucun dégât humain n'a été enregistré.

«Aux environs de 8h du matin (de la journée du samedi), au cours de l'opération de pose de l'une des deux travées du pont jumelé en construction de l'échangeur de la RN16 dans la wilaya de Tebessa, l'avant-dernière poutre est tombée et a entraîné avec elle les 12 poutres déjà posées», note le communiqué.

«La discordance due à une erreur de manutention entre les deux grues de gros tonnage, utilisées pour l'opération de pose, est à l'origine de l'incident», précise la même source. Ces poutres sont longues de 33 mètres et d'un poids de 50 tonnes environ.

A part des dégâts matériels, «aucun dégât humain n'est enregistré», souligne le ministère. L'entreprise publique d'études et de réalisation d'ouvrages d'art de l'Est (Seroest) a déjà pris ses dispositions et repris les travaux.

Le ministère des Travaux publics et des Transports a dépêché des cadres de la centrale sur les lieux pour superviser la reprise des travaux.

APS

DGSN

Plus de 100 individus impliqués dans des affaires criminelles arrêtés

Les éléments de la Sûreté nationale des wilayas d'Alger, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès, Skikda, Tebessa, Batna, Tlemcen et Saïda ont arrêté plus de 100 individus impliqués dans divers crimes, notamment pour trafic de drogue et contrebande de pièces archéologiques, a indiqué samedi un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn).

Les services de la Sûreté nationale des dites wilayas ont arrêté plus de 100 individus impliqués dans des affaires de posses-

sion et de trafic de drogue et de psychotropes, contrebande de pièces archéologiques et vente illégale de produits alcoolisés, précise la même source, qui fait état de la saisie de 14 314 unités de boissons alcoolisées au niveau des wilayas de Tebessa, Saïda et Aïn Témouchent.

Les forces de police ont saisi «dans des opérations distinctes menées à Alger, Skikda et Sidi Bel Abbès, 1 776 comprimés de psychotropes et plus de 5 kg de kif traité», ajoute le communiqué.

Concernant la récupération des pièces

ACTU...

Sidi Bel Abbès

Saisie d'un demi-quantal de kif

La brigade de la Gendarmerie nationale de Ras El Ma (sud de la wilaya de Sidi Bel Abbès) a opéré, dernièrement à la saisie d'un demi-quantal de kif traité, a-t-on appris samedi de source sécuritaire.

Cette quantité de drogue a été saisie lors d'un barrage de contrôle sur la RN13 après la fouille d'un véhicule utilitaire.

Le conducteur de ce véhicule a été arrêté et présenté devant la justice qui l'a écroué pour trafic de drogue, a-t-on indiqué.

H. M.

Ils ont été présentés devant la justice

Des agresseurs usant de chiens dressés arrêtés

Les éléments de la police de la Sûreté de daïra de Cheria dans la wilaya de Tébessa sont parvenus au démantèlement d'un réseau spécialisé dans le vol et l'agression des personnes en usant de chiens dressés, a-t-on appris samedi à la cellule d'information et de communication de la Sûreté de wilaya.

Quatre personnes âgées entre 20 et 36 ans constituant ce réseau ont été arrêtées par les policiers, a-t-on souligné de même source, précisant que les mis en cause utilisaient deux chiens dressés et ont agressé six personnes.

Après l'accomplissement des procédures d'usage, les mis en cause ont été présentés devant la justice pour association de malfaiteurs, groupe de malfaiteurs, vol avec arme blanche et agression, a-t-on souligné.

Y. K.

Gare de Marseille (France)

Des touristes américaines agressées à l'acide au visage

Quatre touristes américaines ont été aspergées d'acide chlorhydrique par une inconnue hier matin à la gare Saint-Charles de Marseille (sud) et deux d'entre elles ont été touchées au visage, ont rapporté les médias locaux dont le journal local *La Provence*.

Les quatre touristes d'une vingtaine d'années se trouvaient en transit entre Marseille et Paris, en gare Saint-Charles. Les deux victimes touchées au visage ont été transportées à l'hôpital et les deux autres sont simplement choquées. La police indique que l'auteur n'a proféré «aucune menace terroriste» au moment des faits, selon *La Provence*. L'auteur des faits âgée de 41 ans a été interpellée par la police et placée en garde à vue.

M. N.